

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2172 - MARDI 25 NOVEMBRE 2014

## Environnement et urbanisation

Pluies et érosions continuent  
de faire des dégâts à Brazzaville

Trois personnes sont mortes hier au quartier Ngamakosso, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement Talangaï, à Brazzaville, dont une mère de famille et son garçon venu à son secours. Les deux ont été emportés par le courant des eaux dans un collecteur non couvert, ainsi qu'une autre femme dans le même quartier. À l'instar de Ngamakosso, plusieurs endroits de la ville capitale sont dangereusement menacés par des érosions qui pourraient, si rien n'est fait, engloutir des quartiers entiers comme à Massengo, dans le 9<sup>e</sup> arron-



Inondations au centre ville...

dissement, Djiri, où l'inquiétude gagne les populations. Maisons écroulées, inondées

ou englouties, conduits de distribution d'eau endommagés, poteaux d'électricité empor-



Érosions à Ngamakosso

tés, routes coupées ou en voie de l'être, tel est le spectacle désoleant que vivent les Brazzavil-

lois pour qui les années passent et se ressemblent à chaque saison des pluies. [Page 3](#)

## HYDROCARBURES

L'APPA promet la formation  
des cadres pour optimiser  
les revenus pétroliers

Devant la nécessité d'optimiser les revenus issus de l'exploitation des ressources en hydrocarbures dans les États membres, l'Association des producteurs de pétrole africain (APPA), associée à l'Institut africain du pétrole (AFPI), œuvre pour la formation des cadres nationaux.

En vue d'atteindre cet objectif, l'AFPI organise, du 24 au 27 novembre à Brazzaville, une formation visant le management efficace du secteur des hydrocarbures, répondant aux défis d'un monde technologique et économique en perpétuelle

évolution. «L'intérêt indéniable qu'accorde le Congo aux questions liées à la formation des ressources humaines, en tant que pilier majeur de la promotion du contenu local dans les activités de toute la filière du secteur des hydrocarbures, s'inscrit dans des articulations liées au développement du secteur pétrolier et gazier en Afrique en général et dans les pays membres de l'Appa en particulier », a précisé le ministre des Hydrocarbures, André Raphaël Loemba. [Page 2](#)

## LIVRES

Vérone Mankou publie *Congo terre  
de technologies, objectif 2025*

Dans ce livre paru chez L'Harmattan, l'auteur, jeune ingénieur et patron de la société VMK, fabricant de la première tablette et du smartphone africains, Way-C et Elikia, expose sa vision de la société congolaise d'ici à 2025 et les moyens à mettre en œuvre pour favoriser l'émergence des Technologies de l'information et de la communication.

Partant de sa propre expérience, Vérone Mankou propose un diagnostic et une thérapie de la situation des technologies au Congo et en Afrique. Un programme qui repose sur deux piliers : la formation et l'entrepreneuriat. [Page 11](#)



**SERVICE PUBLIC**  
Des ministres  
africains  
en réunion  
à Brazzaville

[Page 3](#)

ÉDITORIAL

**Menaces**[Page 2](#)

## DÉVELOPPEMENT ROUTIER

Madagascar veut s'inspirer  
de l'expérience congolaise

Prélude au 5<sup>e</sup> congrès malgache de la route et des transports, prévu les 26 et 27 novembre à Antananarivo, le ministre congolais des Travaux publics, Émile Ouosso, séjourne à Madagascar où il a été convié à partager l'expérience congolaise sur la construction des routes. [Page 9](#)

## ÉDITORIAL

## Menaces

Il fallait s'y attendre et, d'ailleurs, nous nous y étions préparés : plus les grandes réformes institutionnelles approchent et plus les menaces proférées contre nous se multiplient. Sous le prétexte, fallacieux bien évidemment, de défendre le régime démocratique qui est celui du Congo depuis le début des années deux mille, notre quotidien est la cible d'attaques conduites, via le réseau Internet, qui vont croissant au fil des jours.

Nous ne ferons pas à ceux qui nous promettent des lendemains douloureux le plaisir de préciser, ici, qui ils sont ; ce serait leur donner une importance qu'ils n'ont pas et n'auront jamais. Nous dirons simplement qu'ils illustrent à merveille la bêtise, l'obscurantisme, le fanatisme contre lesquels il convient plus que jamais de lutter si l'on veut que le peuple congolais poursuive sa marche en avant dans l'unité, la paix, la sérénité. Et nous ajouterons que, loin de nous faire peur, ces menaces renforcent notre volonté d'accompagner sans faiblir le grand mouvement qui se dessine dans notre pays.

Contrairement, en effet, à ce que disent ou écrivent ceux qui tentent de s'opposer par tous les moyens à une révision ou à un changement de la Constitution de 2002, le problème qu'il convient de résoudre n'est en rien celui du nombre et de la durée des mandats présidentiels. Il concerne les institutions elles-mêmes, le mode de gouvernance, l'équilibre des pouvoirs, la responsabilité de l'État et des administrations dans la marche en avant de la société congolaise.

Faire en sorte que notre pays continue de progresser, sans sombrer comme tant d'autres dans le désordre, est un dessein auquel chacun, à sa place, doit ou devrait se rallier. Il est donc clair, indiscutable même, qu'à ce stade de l'évolution, les organes de presse ont un rôle important à jouer : non pas, comme le prétendent nos détracteurs, en se faisant les porte-parole du pouvoir en place, mais en apportant aux citoyens les informations, les données, les réflexions qui leur permettront, le jour venu, de se prononcer en toute connaissance de cause.

Telle est la mission qui nous est assignée. Telle est la tâche que nous accomplirons jusqu'au bout, n'en déplaise à ceux qui voudraient aujourd'hui nous faire taire.

Les Dépêches de Brazzaville

## MÉTIERS DU PÉTROLE

## Nécessité de ressources humaines bien formées

**La formation des cadres nationaux du secteur des hydrocarbures est de mise dans l'optimisation des revenus issus de l'exploitation des ressources en hydrocarbures. Les deux institutions africaines liées à l'association des producteurs de pétrole africain (Appa) s'inscrivent dans la perspective de mutualiser leurs efforts pour plus de résultats.**

Dans cette optique, l'Institut africain du pétrole (AFPI) organise du 24 au 27 novembre, à Brazzaville, cinq mois après le lancement officiel de ses activités, la conférence des directeurs des institutions de formation et des responsables de formation aux métiers pétroliers (Codiref) des pays membres de l'Appa.

Le thème général des travaux de cette quatrième réunion de la Codiref tournera autour des principes liés à la mise en valeur de la formation des hommes en vue de maîtriser les activités ayant trait à l'industrie des hydrocarbures.

Il s'agit, « (...) en somme de placer les bases de réflexions sur les enjeux susceptibles de favoriser la mise en place d'un management efficace du secteur des hydrocarbures, face au défi d'un monde technologique et économique en perpétuelle évolution », a déclaré le président de la Codiref, le ministre des hydrocarbures congolais, André Raphaël Louemba, à l'ouverture des travaux.

Le chronogramme de la réunion étant établi, il revient aux participants d'y apporter leur touche afin que leurs solutions aient un impact sur les politiques de développement des ressources en hydrocarbures des pays membres de l'Appa.

Ainsi, la session de la Codiref planchera sur plusieurs points, notamment l'établissement du bilan des activités de l'exercice 2014 de la Codiref ; l'élabora-



L'ouverture des travaux par le ministre congolais des hydrocarbures, photo Adiac Photo

tion des politiques et stratégies pour promouvoir la formation aux métiers pétroliers des ressources humaines dans les pays membres de l'Appa.

À cela s'ajoute l'élaboration des stratégies pour la mise en œuvre d'une synergie véritable entre l'AFPI et les instituts et centres de formation des pays membres de l'Appa. Interviendront ensuite la mise en place effective du conseil scientifique et du comité de gestion de l'AFPI et l'élaboration d'un plan d'actions pour l'exercice 2015.

Les délégués des 19 pays membres de l'Appa ont là tout le justificatif pour développer et consolider les actions de la Codiref et de l'AFPI, dans le cadre de la mutualisation et de l'optimisation des formations des ressources humaines aux métiers relevant du domaine des hydrocarbures.

Par ailleurs, le représentant national Appa pour le Congo, le

ministre congolais des Hydrocarbures, a rappelé aux participants que Brazzaville avait abrité en février 2007 puis novembre 2009, deux réunions de la conférence des directeurs

des institutions de formation aux métiers pétroliers (Codif). Ensuite, dans la même ville s'est tenue en juin 2015, la 28<sup>e</sup> session ordinaire du conseil des ministres de l'Appa qui avait abouti à la dissolution de la Codif en remplacement de la Codiref.

« Cela montre à suffisance, l'intérêt indéniable qu'accorde le Congo (...) aux questions liées à la formation des ressources humaines, en tant que pilier majeur de la promotion du contenu local dans les activités de toute la filière du secteur des hydrocarbures », a signifié André Raphaël Loemba, exhortant les participants à un travail assidu, afin d'aboutir à des résultats fructueux qui s'inscrivent dans des articulations liées au développement du secteur pétrolier et gazier en Afrique en général et dans les pays membres de l'Appa en particulier.

Nancy France Loutoumba

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

## COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

## RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong,

Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbélé Ngono

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphane Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,

Astrid Balimba

## LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagalericongo.com

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

## INTEMPÉRIES À BRAZZAVILLE

## Des quartiers menacés par des érosions

Des habitations englouties, certaines installations de la Société nationale de distribution d'eau endommagées, sans oublier celles de la Société nationale d'électricité, des routes coupées ou en voie de l'être. Tel est le visage que présente actuellement certains quartiers de Massengo. Même décor à Talangaï, principalement à Mama Mboulé et Petit-chose où les pluies, de plus en plus fréquentes, menacent certaines habitations d'effondrement.

Massengo : les installations de la SNDE endommagées  
Arrondissement 9 Djiri

Les pluies diluviennes qui s'abattent sur Brazzaville occasionnent chaque jour des éboulements de terre dans la partie nord de la ville-capitale, à l'image de la route menant vers la station terrienne de Moun-gouni et l'avenue Bito à Massengo. Cette situation inquiète de plus en plus les populations riveraines qui ne savent plus à quel saint se vouer. « L'érosion est à moins de trois mètres de notre maison, nous demandons l'implication de la Délégation générale des grands travaux. En cas de pluie, des maisons seront englouties. Là, les tuyaux de la SNDE sont déjà partis. Que les autorités viennent nous aider pour fermer ce trou, sinon ce sera compliqué pour nous les riverains de cette érosion », a lancé un riverain de l'érosion de l'avenue Bito.

Si au niveau de Bito, l'occupation anarchique semble être à l'origine de ce fléau, la situation est bien différente au quartier 905 Massengo, notamment sur la route de la station terrienne. En effet, ici, la société Socofran, adjudicataire dudit marché depuis plus de deux ans est dans le viseur des populations. « Socofran a com-

mencé les travaux depuis plus de deux ans. Quand elle travaillait, il y avait toujours des dégâts, ce qui signifie que le matériel qu'elle utilisait n'était pas efficace pour ce chantier. Sinon, on ne peut pas accepter que les Grands travaux qui ont des services habilités dans le contrôle des différents chantiers, ne puissent vérifier si le travail est exécuté selon les règles de l'art », a critiqué Constant Atipo, chef de bloc du quartier 905.

Il a également demandé au gouvernement, notamment à la direction générale des Grands travaux de leur venir en aide afin de sauver certaines maisons qui sont pratiquement à zéro mètre de ce ravin. « Elles vont bientôt partir, il suffit qu'il y ait une à deux pluies. Nous sollicitons l'implication des Grands travaux. Socofran est en train de causer un grand désordre ici, nous l'avons prié à faire ses bagages. Regarder la canalisation, elle ne répond pas. Depuis le démarrage de ces travaux, nous n'avons jamais vu la mission de contrôle, même l'administrateur-maire, ni le député », s'est-il plaint.

Elu récemment conseiller mu-



L'érosion menaçant la route de la station terrienne

nicipal à Djiri, Adélarde Yvon Bonda; qui a visité ces deux érosions le 22 novembre dernier en compagnie de la presse, avait sollicité l'implication immédiate du gouvernement pour endiguer la calamité. « C'est une désolation. Quand les tuyaux d'eau sont coupés, des circuits électriques découpés, des belles maisons en voie d'être englouties. C'est triste. La population

n'a pas besoin d'autre chose, elle a besoin de la rescousse des autorités, elle veut être assistée parce que ce qui se passe ici c'est désolant. Lorsqu'il pleut,

Contrôle des marchés publics. « Il y a quand-même un adjudicataire du marché qui a commencé les travaux, c'est une avenue qui devrait commencer depuis

chacun se doit d'avoir sa pelle en main, c'est grave, la réalité est là. Nous lançons un SOS à l'endroit des autorités afin qu'elles agissent le plus rapidement possible au risque de perdre tout ce que nous avons ici », déclarait-il.

Interpellé par la population sur le non suivi du chantier, Adélarde Yvon Bonda avait par ailleurs, lancé un appel au directeur général du

le Poste de police de Massengo en partant vers le village Ibalico pour descendre vers la station terrienne, deux grandes avenues qui allaient désengorger la circulation dudit quartier. Malheureusement, quand vous voyez de l'autre côté, on a construit quelques mètres de caniveaux avant d'abandonner », a-t-il déploré.

Parfait Wilfried Douniama

## FONCTION PUBLIQUE ET DÉCENTRALISATION

## Les ministres de l'Union africaine attendus à Brazzaville

La capitale congolaise accueillera le 26 novembre prochain, la réunion des ministres membres du Comité technique spécialisé (CTS) n°8 de l'Union africaine sur le service public, la décentralisation, la gouvernance locale et le développement urbain

En prélude à cette rencontre internationale, les experts des sous-comités du CTS n°8 sont en conclave les 24 et 25 novembre au palais des Congrès de Brazzaville pour parachever les documents à soumettre à l'approbation des ministres membres de cette organisation. En effet, il est attendu de la réunion des experts, l'élaboration d'un plan d'action et d'un plan de travail provisoires.

Ouvrant les travaux, le directeur de cabinet du ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, Boniface Aimé Diatou, a rappelé aux experts que leur réunion a trois objectifs principaux. Il s'agit d'abord de fournir une plate-forme de discussion aux membres des bureaux des trois conférences ministérielles sur l'harmonisation de leurs programmes en un programme global du CTS n°8. Ils devraient également échanger les meilleures pratiques mises en œuvre dans les différentes conférences ministérielles et voir la manière dont elles peuvent être

retenues dans le programme du CTS à mettre en place. Enfin, harmoniser les programmes, les plans de travail de la CAMPS, de l'AMCOD et de l'AMCHUD en un programme global du CTS n°8. « Cette harmonisation débouchera, au terme de vos travaux, sur un programme global du CTS, avec un accent particulier sur sa structuration et son fonctionnement, assortis d'un plan d'action et d'un règlement intérieur, qui seront soumis à l'approbation des ministres membres du CTS n°8 », a-t-il précisé au nom du président en exercice du bureau provisoire du CTS, le ministre Guy Brice Parfait Kolelas. Rappelons que la 1ère session ordinaire du CTS n°8 a pour but de voir dans quelle mesure fonde les différents programmes des trois sous-comités en un programme global. Ceci à travers la mise en forme d'un plan d'action global sur l'harmonisation des programmes des trois conférences ministérielles. Il s'agit notamment de la Conférence de l'UA des ministres de la Fonction publique (CAMPS) ; de la Conférence des ministres de la Décentralisation et du développement local (AMCOD) et de la Conférence des ministres africains de l'Habitat et du Développement urbain (AMCHUD).

P.W.D.

## Quartier 68 de Talangaï : les populations se mobilisent



Des jeunes mobilisés contre l'érosion

Sollicitée par ses mandants, la députée de la 5<sup>e</sup> circonscription de Talangaï, Claudia Sassou N'Guesso, représentée par son suppléant siégeant, André Mbola, a ainsi décidé d'aller en aide à ses populations, envisageant donc comme solution provisoire la construction des digues, autrement dit le rechargement en sable : une politique temporaire pour stabiliser ces érosions. À Mama Mboulé, plusieurs habitations situées le long de la falaise qui fait frontière avec la zone fluviale ont été rasées de la carte. « Nous sommes victimes de cette érosion. Si vous voyez beaucoup de jeunes ici ce matin, c'est parce que nous louons l'initiative prise par notre dépu-

té Claudia Sassou N'Guesso et son suppléant André Mbola : venir en aide aux populations victimes de cette érosion », a affirmé Félix Jacks Owoma, un citoyen habitant de la zone de Mama Mboulé. Et d'ajouter : « C'est un travail provisoire que nous faisons. Nous évitons que l'érosion prenne de l'ampleur. On essaie un peu de canaliser les eaux de pluies parce que quand les sacs sont en dessous et que les eaux tombent dessus, ça permet à l'eau de couler normalement. Nous lançons un cri de cœur au gouvernement pour qu'il attaque cette érosion qui perdure ».

Guillaume Ondzé

unissons-nous  
pour les enfantsunicef **AVIS DE VACANCE DE POSTE CBRA/CRD/2014/001  
- 2<sup>e</sup> Publication -****Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter  
Un(e) Spécialiste en Communication Pour le Développement**

Sous la supervision de la Représentante Adjointe, le/la spécialiste en Communication pour le Développement sera chargé(e) essentiellement de la conception, la formulation, la gestion, l'exécution, le suivi et l'évaluation du programme communication pour le changement de comportement, de la stratégie de mobilisation sociale et de la communication externe afin de promouvoir les droits et valeurs sensibles du genre, cerner les problèmes des enfants dans le domaine public, renforcer la volonté politique en faveur de la mission et des objectifs de l'UNICEF, renforcer la crédibilité de l'organisation et l'efficacité du programme de pays dans son ensemble.

Le/la candidat(e) sélectionné(e) aura à opérer de façon autonome avec une supervision minimale.  
Profil requis pour le poste

- Etre détenteur d'au moins un Master en sciences sociales et/ou en sciences et techniques de la communication (sociologie, anthropologie, psychologie, communication, ...) avec un accent sur la planification de la communication stratégique pour le développement axé sur le changement de comportement, la mobilisation sociale, la communication participative et la recherche.

- Etre de nationalité Congolaise (RC),
- Avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités dans le domaine du développement, de la planification des stratégies de communication et de la gestion des programmes de développement social, de préférence dans les pays en développement, avec une expérience pratique dans l'adaptation et l'application des processus de planification de la communication à des programmes

spécifiques et méthodes et techniques de recherche.

Avoir une expérience de gestion d'une équipe

- Capacité d'analyse et de conceptualisation.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit. La connaissance des langues locales parlées dans le pays serait un atout.

**Conditions de service**

- Contrat à durée déterminée (Fixed-Term) d'un (1) an renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
- Grade : NO-3, selon la grille des Nations Unies.

- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays. Dépôt de Candidatures au plus tard le 22 décembre 2014 à 17 heures

Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P 11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

**NB :** Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures reçues lors de la 1<sup>ère</sup> Publication seront prises en compte.

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

unissons-nous  
pour les enfantsunicef **AVIS DE VACANCE DE POSTE CBRA/CRD/2014/002  
- 2<sup>e</sup> Publication -****Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter  
Un(e) Spécialiste en Planification, Suivi et Evaluation**

Sous la supervision de la Représentante Adjointe, le/la spécialiste en Planification, Suivi et Evaluation sera responsable de la planification, du développement et de la mise en œuvre des stratégies de suivi et d'évaluation intégrées à l'appui du programme de pays.

Il/Elle sera chargé de soutenir les autres composantes du programme dans le suivi des stratégies adaptées aux enfants, axées sur l'équité et de fournir une analyse précise de la situation des enfants et des femmes au Congo. Il/elle mettra également un accent sur le développement des capacités nationales sur le suivi des plans locaux participatifs adaptés aux enfants, la gestion axée sur les résultats, l'approche genre fondée sur l'équité.

**Profil requis pour le poste**

- Etre détenteur d'au moins un Master en sciences sociales (sociologie, démographie, Planification du Développement, Statistiques Economie, Suivi-évaluation...).

- Etre de nationalité Congolaise (RC).
- Avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités dans le domaine de la planification, du suivi et évaluation des programmes et une bonne expérience dans le traitement des statistiques, la collecte et l'analyse des données qualitatives et quantitatives.
- Capacité d'analyse, de conceptualisation et de rédaction.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces.

Capacité à travailler avec un minimum de supervision

- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Bonne connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes ainsi que celles liées à la recherche.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit. La connaissance des langues locales parlées dans le pays serait un atout.

**Conditions de service**

- Contrat à durée déterminée (Fixed-Term) d'un (1) an renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
- Grade : NO-3, selon la grille des Nations Unies.

- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 22 décembre 2014 à 17 heures

Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P 11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

**NB :** Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures reçues lors de la 1<sup>ère</sup> Publication seront prises en compte.

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

unissons-nous  
pour les enfantsunicef **AVIS DE VACANCE DE POSTE CBRA/EDU/2014/001****Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter  
Un(e) Spécialiste en Education**

Sous la supervision du Chef de Programme Education de Base, le/la spécialiste en Education sera responsable de la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme éducation afin d'en assurer l'efficacité et l'efficience dans la réalisation de ses objectifs.

Il/elle sera responsable de l'identification des inégalités entre les sexes en matière d'éducation, et l'élaboration d'approches innovateurs à l'élimination de ces inégalités en collaboration avec les autres sections. Il/elle veillera à ce que des mécanismes de contrôle soient mis en place pour suivre les progrès vers les objectifs de réduction des disparités en matière d'éducation.

**Profil requis pour le poste**

- Etre détenteur d'au moins un Master en sciences de l'Education ou en sociales (Développement International, ...).
- Etre de nationalité Congolaise (République du Congo).

- Avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités au niveau national et international dans le domaine de l'éducation et en matière de gestion de la réponse à l'urgence. Un an d'expérience professionnelle dans le Système des Nations Unies serait un atout.

- Capacité d'analyse, de conceptualisation et de rédaction.

- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.

- Capacité à établir des relations de

travail harmonieuses et efficaces.

- Capacité à travailler avec un minimum de supervision
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Bonne connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit. La connaissance des langues locales parlées dans le pays serait un atout.

**Conditions de service**

- Contrat à durée déterminée (Fixed-Term) d'un (1) an renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
- Grade : NO-3, selon la grille des Nations Unies.

- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 22 décembre 2014 à 17 heures

Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P 11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

**NB :** Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

unissons-nous  
pour les enfantsunicef **AVIS DE VACANCE DE POSTE N CBRA/OPS/2014/003****Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter pour son  
Bureau  
de Brazzaville (CONGO)  
Un(e) assistant(e) chargé(e) de l'Administration, GS-6**

Sous la supervision de l'Administrateur des Opérations, le (la) titulaire du poste devra fournir des services de gestion administrative au bureau du Congo.

A ce titre, il/elle assumera principalement les fonctions suivantes :

- Veiller à l'entretien et la maintenance effective des véhicules, bâtiments, équipements et aménagements du bureau.
- Participer à l'identification des besoins en équipements de bureau et véhicules et à leur renouvellement.
- Donner l'appui logistique nécessaire dans la supervision des voyages et l'organisation des séminaires (contacts avec les agences de voyage, hôtels et autres prestataires de service).
- Superviser et diriger une équipe de plusieurs chauffeurs.
- Assurer l'inventaire des biens meubles et immeubles du bureau et préparer le rapport pour le siège.
- S'assurer que les dispositions en matière de sécurité et sûreté du personnel, locaux et autres actifs sont en place et fonctionnelles.
- Informer le personnel international sur des questions administratives générales relatives aux visas, permis, sécurité, donner des conseils et assurer un soutien administratif, au besoin.

**Profil requis pour le poste**

- Etre titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires, de préférence complétées par des études en gestion administrative et/ou en administration des affaires, ou dans un domaine apparenté.
- Avoir six (6) ans d'expérience profession-

nelle progressivement dans l'administration en général. Une (1) année d'expérience avec le système des Nations Unies serait un atout.

- Aptitude à travailler sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes (World, Excel, Power Point, Internet). La connaissance de SAP serait un atout.

- Bonne aptitude à communiquer et à négocier.

- Capacité à rédiger des rapports.
- Maîtrise du français et bonne pratique de l'anglais.

**Conditions de service**

- Salaire : Selon la grille des Nations Unies
- Grade : GS-6, selon la grille des Nations Unies

- Lieu de travail : Brazzaville, CONGO avec des déplacements éventuels à Pointe Noire

Dépôt de Candidatures au plus tard le 05 décembre 2014 avant 17 heures

Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P 11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur chargé des Ressources Humaines, UNIQUEMENT par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

**NB :** Prière mentionner obligatoirement le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

## IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« La cohabitation du capitalisme et de la démocratie représentative donne lieu à un système politique situé entre l'oligarchie capitaliste et la démocratie. »

**Marc Delepouve, universitaire et syndicaliste, Humanité, 05 novembre 2014**

« Il faudrait apprendre à déchiffrer le paysage avant de le défricher. Projeter avant de démolir ou de déconstruire. »

**Alexandre Chemetoff, architecte, urbaniste, paysagiste, Libération, 19 novembre 2014**

« Il est vrai que la patience n'est pas la principale qualité de l'opinion publique, des médias moins encore. Tous dévorent les événements pour s'en repaître. »

**Éric de Montgolfier, France, Magistrat, ex procureur de la République, Le Point, 24 novembre 2014**

« Il y a dans notre sous-région tellement d'opportunités que j'ai encore du mal à comprendre pourquoi nous avons un secteur privé si moribond. »

**Thierry Tanoh, Secrétaire général à la Présidence de la République de Côte d'Ivoire, Le Point Afrique, 21 novembre**

« ...le poids démographique des femmes et des jeunes constitue une opportunité en même temps qu'une menace »

**Macky Sall, président du Sénégal, Les Dépêches de Brazzaville, Numéro spécial de novembre-décembre 2014**

## BURKINA FASO

## Le pays a désormais un gouvernement civil et militaire

La liste de l'équipe gouvernementale de transition a été annoncée tard que prévue, le dimanche 23 novembre. Sans grande surprise, l'armée occupe des ministères clés : Intérieur, Mines et Sports. La Défense est revenue au lieutenant-colonel Isaac Zida lui-même alors que le président Michel Kafando s'est vu attribué le ministère des Affaires étrangères.

Michel Kafando et Isaac Zida, les deux hommes forts de la transition ont résolu de rester dans leurs domaines de formation. Le président Michel Kafando, diplomate à la retraite, s'occupe du ministère des Affaires étrangères. Quant au lieutenant-colonel Zida, Premier ministre de transition, il prend aussi en charge le portefeuille de la Défense.

Isaac Zida aura la lourde tâche de réformer tous les corps des forces de défenses et de sécurité. Trois autres gradés de l'armée font équipe avec lui au sein du gouvernement. Il s'agit du colonel Auguste Denise Barry, nommé ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité. Ce proche collaborateur d'Isaac Zida va s'occuper de la mise en place du système de sécurisation du pays face aux nombreux cas d'attaques à mains armées et au grand banditisme. D'ailleurs, c'est un poste qu'il avait déjà occupé, avant la mutinerie qui avait secoué tout le pays en 2011.

Les deux autres officiers, notamment le colonel David Kabré et son compagnon d'arme, le colonel Boubacar Ba, s'occuperont

l'un, des Sports, et l'autre, du secteur stratégique des mines et de l'énergie.

Hormis ces départements ministériels, les forces vivantes de la nation, partis politiques et la société civile se contentent des portefeuilles « moins importants ». Mais ces leaders qui ont été au-devant de la scène lors des soulèvements populaires contre l'ancien président Blaise Compaoré se disent tout de même satisfaits de cette équipe gouvernementale de 26 membres.

« Le Premier ministre prend le portefeuille de la Défense nationale, ce qui me donne beaucoup de confort. Parce que, vous le savez, le Burkina Faso est un pays de la zone sahélienne où il y a beaucoup de difficultés en ce moment au niveau sécuritaire. La protection de notre territoire et des citoyens à l'intérieur du Burkina Faso, est une chose capitale », a relevé Ablassé Ouedraogo. Et d'ajouter à propos du portefeuille des Affaires étrangères qu'occupe Michel Kafando : « Cela indique que le président de la transition veut réaliser des élections très

propres, transparentes. Il aura les coudées franches pour lever, en tout cas, les partenariats nécessaires pour couvrir les besoins du Burkina Faso en matière de financement des élections législatives et présidentielle. »

Guy Hervé Kam, coordonnateur du mouvement Balai citoyen, a, en ce que le concerne déclaré rester plus prudent, malgré le fait de reconnaître que « les militaires sont à leurs bonnes places ».

« C'est un gouvernement qui était fortement attendu, pour un an, il est clair qu'il n'y a pas d'état de grâce. C'est dès demain que ça commence. Pour ce qui concerne la défense, il faut forcément recomposer l'armée burkinabè. Tout le monde sait aujourd'hui qu'au Burkina, on a deux armées, le régiment de sécurité présidentielle et l'armée régulière. Il fallait forcément un militaire pour régler cette question-là. », a indiqué Guy Hervé Kam.

Le coordonnateur de Balai citoyen regrette néanmoins la nomination d'Adama Sagnon, ex-procureur du Faso au poste de ministre en charge de la Culture. Selon ce dernier, l'ancien procureur est discrédité par son rôle dans l'affaire Norbert Zongo, journaliste assassiné en 1998.

**Nestor N'Gampoula**

## INTÉGRATION

## 27 pays africains prêts à signer un accord de libre échange

Au Caire (Égypte), trois blocs économiques africains la Comesa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe) l'EAC (Communauté d'Afrique de l'est) vont signer en décembre prochain un accord relatif à un marché commun de libre-échange, a indiqué le ministre égyptien de l'Industrie et du commerce, Mounir Fakhry Abdel Nours.

Ce marché commun de libre échange devrait regrouper 27 pays représentant 58% de l'activité économique en Afrique. Abdel Nour a indiqué que l'accord se fera par étapes et sera plus rapide dans certains pays que pour d'autres en fonction des structures économiques et des

capacités en matière de compétitivité. Cet accord aurait été initié à partir de 2008, lors du sommet de Kampala en Ouganda. Le président sud africain, Jacob Zuma avait estimé en février 2014, lors d'une conférence à Johannesburg que cet accord pourrait former la base d'un accord de libre échange panafricain créant un marché de 2 600 milliards et plus d'un milliard d'habitants. L'Afrique connaît une croissance sans précédent, une augmentation des investissements étrangers et l'émergence d'une classe moyenne. Par contre les échanges intra africains restent entravés par le protectionnisme, la bureaucratie et la corruption.

**Noël Ndong**



Institut Africain de  
Perfectionnement et de  
Renforcement des Capacités

## INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91  
E-mail : inscription@iprc-training.org  
Site web : www.iprc-training.org  
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

## DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DURÉE	COÛT	PERIODE
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5jrs	400 000 FCFA	17 au 21 novembre 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant(e) de direction : Perfectionnement	3jrs	400 000 FCFA	1 au 3 Décembre 2014
GMP08	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés ?	5jrs	500 000 FCFA	8 au 12 Décembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5jrs	500 000 FCFA	15 au 19 décembre 2014

**TCHAD**

# Le CICR préoccupé par les conditions de vie des réfugiés centrafricains

Plusieurs mois après leur installation sur le sol tchadien, les conditions de vie des citoyens centrafricains au Tchad restent précaires, souligne le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans un communiqué.

Pour faire face à cette situation le CICR vient de distribuer des produits de première nécessité à plus de 5 000 réfugiés et demandeurs d'asile. Les bénéficiaires de cette assistance humanitaire sont essentiellement des femmes et enfants de la région reculée d'Am-Timan au sud-est du Tchad.

« L'aide humanitaire se concentre actuellement surtout sur les camps du sud-ouest du Tchad, notamment dans le Moyen-Chari, le Logone oriental et le Logone occidental », explique Gérard Besson, chef de la délégation du CICR au Tchad. « Cette première distribution d'ustensiles de cuisine, de seaux, de jerrycans, de couvertures, de bâches, de moustiquaires et de pagnes a permis de venir en aide aux familles les plus vulnérables arrivées sur place depuis le début de l'année, suite au conflit en République centrafricaine. » a-t-il ajouté.

A en croire certaines ONG humanitaires, l'isolement du sud-est du pays et la dispersion des personnes retournées dans leurs communautés d'origine, incite malheureusement à l'inattention des acteurs humanitaires. « Depuis le début de la crise en République Centrafricaine, plus de 113 000 personnes – réfugiés centrafricains et Tchadiens revenus au pays – ont cherché refuge à N'Djamena, ainsi que dans les camps et villages du sud du pays », rappelle l'Organisation

mondiale des migrations. Selon le Comité local d'assistance aux réfugiés, la communauté des Centrafricains vivant sur place est composée en grande partie, des femmes et des enfants. « Beaucoup portent des séquelles des traumatismes qu'elles ont vécus lors de leur fuite. Malgré le fait qu'elles aient été bien accueillies par les communautés locales, elles disposent actuellement de peu de moyens de subsistance. Avant le conflit, beaucoup vivaient du commerce et de l'élevage ; mais aujourd'hui, elles ont perdu leur bétail. Lequel fut leur principale source de revenus », constate le chef de la délégation du CICR au Tchad.

Durant la première semaine de novembre, le CICR avait distribué des biens de première nécessité à près d'un millier de familles, ayant regagné leur localité d'origine. Le CICR planifie une deuxième série de distributions d'ici à la fin de l'année. Et près de 1000 familles devraient également bénéficier de cette assistance.

« Plus de 7 000 personnes retournées chez elles ont été recensées à ce jour dans la région », a indiqué Ridmadjibaye Nadjinangar, secrétaire général du Salamat, l'une des régions administratives du sud-est du Tchad qui a procédé au lancement officiel de cette distribution.

**Nestor N'Gampoula et Fiacre Kombo (stagiaire)**



## BRASSERIES DU CONGO (BRASCO) OFFRE D'EMPLOI

DENOMINATION DU POSTE:  
Cadre Electromécanicien  
CLASSIFICATION/ CATEGORIE :  
Cadre  
LIEU/SITE :  
Pointe-Noire / Brazzaville  
DIRECTION :  
Supply Chain

### MISSION GENERALE

Assurer la disponibilité des installations, machines et équipements de production en organisant et coordonnant les travaux électriques, mécaniques et ceux liés à l'instrumentation. Participer à la maintenance préventive et corrective et contribuer au maintien en état et à l'amélioration continue de la performance des équipements de production. S'assurer de la disponibilité du matériel et des pièces de rechange nécessaires pour la maintenance.

### ACTIVITES ESSENTIELLES

- Assurer la disponibilité des installations, machines et équipement de production.
- Coordonner tous les travaux requis sur les installations électriques et mécaniques.
- Participer efficacement aux activités de maintenance préventive et curative.
- S'assurer de la disponibilité des Pièces de rechange nécessaires à la maintenance.
- Organiser, exécuter et valider tous les projets, toutes les modifications requises sur les installations électriques, mécaniques et ceux liés à l'instrumentation.
- Assurer la discipline, le respect des procédures et des consignes de sécurité.
- Définir les missions et tâches des collaborateurs et s'assurer que tous les travaux sont exécutés en fonction des priorités.
- Contribuer aux nouveaux projets tech-

niques et superviser le travail des sous-traitants œuvrant sous son contrôle.

### QUALIFICATIONS/EXPERIENCE

• Niveau Bac+4 /5, Ingénieur ou équivalent en Electromécanique, âgé de 30 à 45 ans environ, justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans à un poste d'encadrement en qualité de Responsable Entretien dans une société du domaine technique ou industriel, avoir la nationalité Congolaise (Congo - Brazzaville).

### COMPETENCES/ CONNAISSANCES

- Dynamique, disponible, flexible et actif sur le terrain.
- Connaissances approfondies et compétences en Electricité et en mécanique.
- Connaissances en électronique de puissance, en hydraulique et en pneumatique.
- Connaissances théoriques et pratiques sur les courants continus et alternatifs
- Capacité à réaliser des montages complexes suivant un plan ou un schéma.
- Capacité à détecter des pannes complexes sur basse et moyenne tension et à y remédier.
- Capacité à gérer et à diriger des équipes.
- Capacité à lire et à interpréter un dessin ou un plan électrique ou mécanique.
- Connaissance informatique: MS Word, MS Excel.
- Langues (parlé et écrit): Français, Anglais.

Les candidatures doivent être adressées au plus tard le 30 Novembre 2014 à BRASCO Brazzaville, BP 105 Tél. : 22 281 10 71 ; 06 667 68 62 et à BRASCO Pointe-Noire, BP 1147, Tél. : 22 294 02 45/46 ; 06 673 80 80 ; BrascoDRH@Heineken.com.



## BRASSERIES DU CONGO (BRASCO) OFFRE D'EMPLOI

DENOMINATION DU POSTE:  
Responsable Magasin Pièces de Rechange  
CLASSIFICATION/ CATEGORIE :  
Cadre  
DIRECTION:  
Supply Chain  
LIEU / SITE :  
Pointe-Noire

### MISSION GENERALE

Assurer la gestion de stocks et la disponibilité permanente des pièces de rechange et consommables nécessaires au bon fonctionnement des machines et équipements de production. Assurer la disponibilité des équipements de protection individuelle. Organiser et superviser toutes les activités liées aux entrées et sorties du Magasin des Pièces de rechange et s'assurer de la fiabilité des stocks et des chiffres du magasin.

### ACTIVITES ESSENTIELLES

- Coordonner la gestion du magasin;
- Organiser et superviser les entrées en stock des pièces de rechange nécessaires à la maintenance des machines et équipement de production;
- Suivre la cadence de consommation des pièces de rechange (stock de sécurité, stock d'alerte, ...) en vue des prévisions de commandes et approvisionnement;
- S'assurer toujours d'un bon niveau de stocks des pièces de rechange
- Gérer les carburants ainsi que les équipements de protection individuelle;
- Effectuer les inventaires périodiques de stocks de pièces de rechange et consom-

mables du magasin et participer aux audits programmés avec les auditeurs internes et externes.

### QUALIFICATIONS/EXPERIENCE

• Être diplômé Bac+3/4, formation technique, Logistique ou gestion de stocks, justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans en gestion de stocks des pièces de rechange d'une grande société industrielle de préférence une multinationale agro-alimentaire, avoir la nationalité congolaise (Brazzaville).

### COMPETENCES/ CONNAISSANCES

- Dynamique, disponible, flexible, intègre et proactif;
- Connaissance des Pièces de rechange des machines et équipements de production;
- Connaissances et compétences en Comptabilité et Gestion de stocks;
- Aptitudes à travailler en équipe, à convaincre et à susciter l'adhésion des interlocuteurs;
- Maîtrise de l'outil informatique (World, Excel, etc.) et Logiciels de gestion de stocks;
- Capacité à communiquer et à Manager les hommes et les équipes;
- Maîtrise du Français et connaissance pratique de l'anglais.

Les candidatures doivent être adressées au plus tard le 30 Novembre 2014 à BRASCO Brazzaville, BP 105 Tél. : 22 281 10 71/ 06 667 68 62 et à BRASCO Pointe-Noire, BP 1147, Tél. : 22 294 02 45/46; 06 673 80 80. BrascoDRH@Heineken.com.

## AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de son installation au Congo et le développement de ses activités dans le secteur Bancaire, une Institution Financière recherche:

### •5 Gestionnaires de Comptes des Grandes entreprises:

Bac+5/4 minimum en Comptabilité, Marketing & Action Commerciale et dans les domaines y relatifs, maîtrise de l'environnement des affaires, du secteur public, énergétique et pétrolier. Bonne aptitude à l'analyse financière et projection financière. Justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans la Gestion des Comptes des grandes entreprises tant dans un espace Francophone qu'en Anglophone. La connaissance de l'anglais serait un atout.

### •3 Analystes de Crédits:

Bac+4/3 minimum en Comptabilité financière, bonne analyse des états financiers, bonne connaissance de l'analyse des crédits et d'évaluations des risques. Justifier d'une expérience de 4 ou 3 ans minimum dans le domaine, très bonne plume, de qualité d'information, de collecte des données et l'aptitude à travailler sous pression. Bonne connaissance du MS Office (Excel) et de la langue Anglaise.

### •5 Gestionnaires des Comptes des PME/PMI:

Bac+3 minimum en marketing & action Commerciale. Avoir d'une expérience bancaire réussie de 3 ans dans la banque de détail dans un poste similaire (Accueil/ Service clientèle) ou dans un établissement de services renommés, dans un poste impliquant la relation avec la clientèle. Expériences dans l'ouverture des comptes avec des notions de «

Connaissance Clientèle », la segmentation du marché et les techniques de prospections.

### •3 Directeurs d'Agence:

Bac+4/3 minimum Haute Etudes de Commerce HEC ou ITB, Diplômes universitaires dans les spécialités commerciales ou économiques, justifier d'une force de vente, du leadership, d'un sens affirmé de l'opportunité commerciale, d'une capacité d'encadrement et d'animation d'équipe, rigueur et professionnalisme, investissement personnel, disponibilité, capacité à décider, discernement dans l'exercice du pouvoir de décision, soucieux de la rentabilité de votre agence.

### •2 Responsables Services Généraux:

Bac+3 minimum en logistique, procurement, Gestion prévisionnelle et de stock, Administration Générale. Avoir une expérience de 5 à 4 ans minimum dans les services Généraux. Faire preuve de réactivité et remontée des informations à la hiérarchie, du respect des délais dans les actions planifiées, Efficacité et promptitude à résoudre les problèmes, exécution des projets dans les délais impartis et dans le budget accordé, rigoureux, persévérant et perspicace dans les négociations avec les partenaires. La Connaissances des procédures et opérations bancaires seraient un atout.

NB: pour chacun des postes, Envoyer CV+lettre de motivation tout en précisant le poste à pourvoir afin de faciliter la sélection de votre candidature à l'adresse suivante : recrutementbanques@gmail.com au plus tard le 23 Décembre 2014 à minuit.



## COOPERATION CONGO - UNION EUROPEENNE PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES COMMERCIALES ET ENTREPRENEURIALES EN REPUBLIQUE DU CONGO - (PRCCE) APPEL A MANIFESTATION D'INTERET Pour la présélection des établissements financiers UGP PRCCE/AMI 003/2014

Le Programme de Renforcement des Capacités Commerciales et Entrepreneuriales en République du Congo (PRCCE) a pour objectif l'amélioration de la compétitivité de l'économie congolaise par la diversification du tissu entrepreneurial et l'amélioration de l'environnement dans lequel évolue le secteur privé. De manière spécifique, le Programme vise d'une part à améliorer les capacités des administrations à définir et mettre en œuvre des politiques sectorielles et à mettre en place un climat des affaires favorables au développement des Petites et Moyennes Entreprises/ Très Petites Entreprises (PME/TPE), d'autre part à soutenir de manière durable le développement des PME/TPE.

Ce Programme dont le Centre pour le Développement de l'Entreprise (CDE) assure la mise en œuvre, est financé par l'Union Européenne.

Dans le cadre de ses activités, le PRCCE apporte un appui au développement durable des PME/TPE notamment par l'amélioration de leur accès aux services non financiers grâce à la mise en place d'un mécanisme de « chèque service ».

Le mécanisme de « chèque service » est un dispositif visant à inciter les PME/TPE et les créateurs d'entreprise à recourir aux prestataires de services/ Business Development Service pour satisfaire leurs besoins en formation et appui-conseil en vue d'améliorer les performances de leurs entreprises. Il est basé sur une subvention partielle ou totale, par le canal d'un établissement financier, du coût d'une gamme de services standards à fournir par des prestataires professionnels préalablement agréés.

A cet effet, l'Unité de Gestion du Programme (UGP) mise en place par le CDE, lance un appel à manifestation d'intérêt en vue de recueillir les candidatures des établissements financiers intéressés à fournir les services de distribution et de promotion du chèque service.

Les critères de sélection qui seront appliqués à tous les établissements financiers sont :

- être un organisme de statut privé;
- ne pas présenter de conflit d'intérêts entre la diffusion et l'utilisation de Chèques Services;
- disposer de représentations à Brazzaville et Pointe Noire;
- avoir une capacité d'extension dans d'autres départements;
- offrir de bonnes perspectives en matière de pérennisation de la fonction, après le projet;
- mettre à la disposition du dispositif un personnel dédié et spécialement formé par le projet;
- faire preuve de la capacité administrative nécessaire;
- faire état d'une bonne qualité de gouvernance interne;
- présenter des motivations à fournir ce service aux entreprises.

Les établissements financiers intéressés sont invités à consulter le site [www.cde.int](http://www.cde.int) pour toutes les informations nécessaires concernant cet appel à candidatures. Ils doivent remplir et soumettre leurs manifestations d'intérêt sur la base de formulaires disponibles à travers le site web [www.cde.int](http://www.cde.int). Le courriel soumettant la manifestation d'intérêt doit être intitulé « Appel à manifestation d'intérêt UGP PRCCE/AMI 003/2014 » et envoyé à l'adresse suivante : [cdeproposals@cde.int](mailto:cdeproposals@cde.int). Toutes les questions doivent être adressées uniquement au Procurement Officer du CDE via l'adresse mail : [cdeproposals@cde.int](mailto:cdeproposals@cde.int). La date limite de soumission des manifestations d'intérêt est fixée pour le 07 Janvier 2015 à 20 heures précises (heure de Bruxelles).

### Dossier de Candidature :

- Annexe 1 : Manifestation d'intérêt.
- Annexe 2 : Formulaire de déclaration sous serment. Vous trouverez les annexes de cet Appel à manifestation d'intérêt sur le lien sécurisé suivant :

[https://drive.google.com/folderview?id=0BxWtkLQR\\_3ZnmxmV09iNThrU1U&usp=sharing](https://drive.google.com/folderview?id=0BxWtkLQR_3ZnmxmV09iNThrU1U&usp=sharing)

## MÉDIAS

# Quand des journalistes américains présentent l'image réelle du Congo sur la scène internationale

**La situation actuelle du Congo, ses enjeux économiques et sa stratégie de diversification de l'économie semblent être mal connus à l'étranger, principalement aux Etats-Unis. Afin de donner une image positive et réaliste du pays pour répondre aux attentes du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui souhaite une plus grande communication sur ces sujets ainsi que sur les opportunités d'investissement, certains journalistes des médias américains tentent d'éclairer la lanterne de l'opinion dans leur pays et ailleurs en donnant des informations de manière objective. C'est le cas de Joy Zoltobroda, Gonzalo Llaryora et Eric Smith, représentants de la prestigieuse agence de presse et de communication internationale United World qui réalise une série de reportages sur le République du Congo distribués avec le USA Today, un quotidien ayant une plus grande audience aux Etats-Unis.**

En effet, après leur numéro consacré au Congo publié le 4 août dernier à Washington lors du sommet des leaders africains et dans lequel ils parlaient des changements remarquables observés dans le pays, touchant les valeurs d'unité nationale ainsi que les opportunités d'investissements, les représentants de cette agence de presse procèdent actuellement à des entretiens personnalisés avec certains leaders politiques et économiques du Congo en vue de présenter les entreprises congolaises de différents secteurs d'activités dans leur prochaine parution. Nous avons pu les suivre dans leurs nombreuses interviews, dont celle avec l'ambassade des Etats-Unis résumée dans cet article :

## Coopération : l'heure a sonné pour attirer les investisseurs américains au Congo, selon l'ambassade américaine.

Abordée par la presse sur les potentiels projets entre les deux pays après le sommet des leaders africains, l'ambassade des USA au Congo a estimé que les gouvernements américain et congolais ont tout à gagner s'ils renforçaient et diversifiaient leur coopération bilatérale. Pour la représentation diplomatique américaine, les assises de Washington ont eu « un impact important sur les liens et les perceptions aussi bien des Etats-Unis que de la République du Congo ».

« Le gouvernement américain cherche, de façon proactive, à stimuler et à soutenir les échanges commerciaux entre les deux pays. Nous essayons de communiquer aux entreprises américaines les appels d'offres disponibles au Congo. C'est une initiative récemment prise par le Département d'Etat (équivalent américain du ministère des Affaires étrangères) pour encourager l'implication des entreprises américaines en Afrique et leur donner plus de visibilité sur le continent », a-t-on déclaré. L'ambassade américaine a assuré entretenir des rapports étroits avec des entreprises aux Etats-Unis

pris une ampleur considérable qui s'étend sur toute la région africaine, par exemple, le secteur touristique de l'Afrique du Sud a beaucoup souffert bien que le pays se situe à des milliers de kilomètres de la zone affectée.

## Le Congo présente des avantages concurrentiels par rapports à ses voisins

Parlant du climat des affaires au Congo, la représentation di-

l'ambassade américaine

La question des exportations de la République du Congo à destination des Etats-Unis a été aussi au nombre des sujets abordés. L'ambassade a indiqué que les exportations ont baissé de 22% entre 2012 et 2013 et ce déclin serait justifié, selon elle, par la réduction de la demande américaine concernant les produits pétroliers. « Ces exportations concernent principalement le secteur

sur l'euro, octroie au pays une stabilité monétaire et économique. Cette stabilité jette les bases de son ambition d'être considéré comme un hub logistique et la porte d'entrée de l'Afrique centrale.

Puis, souhaitant que le Congo profite de cette situation pour diversifier sa coopération avec les Etats-Unis, l'ambassade américaine a déclaré : « L'AGO, qui vise à soutenir l'économie des pays africains, présente des avantages considérables pour favoriser les échanges commerciaux. Néanmoins, l'Afrique a peu conscience de ces avantages, et n'en tire pas suffisamment partie ».

Hormis ses exportations d'hydrocarbures à destination des Etats-Unis, le Congo, a noté la diplomate, ne produit pas assez dans le domaine de l'agriculture pour pouvoir exporter. « Pour exporter, il faut que le pays produise, ce qui n'est pas encore le cas du Congo, a-t-elle expliqué. Le secteur de l'agriculture présente un fort potentiel puisque seulement 2% des terres arables sont exploitées. La question qui se pose n'est donc pas de savoir ce que les Etats-Unis peuvent importer, mais ce que le Congo sera en mesure de produire ».

L'ambassade américaine s'est en outre appesantie sur la contribution des Etats-Unis concernant les questions de paix, de stabilité dans les Etats africains et au soutien que son pays apporte aux institutions démocratiques au Congo. L'ambassade américaine à Brazzaville soutient les institutions démocratiques, le commerce et cherche à améliorer la sécurité régionale. Pour appuyer son propos, l'ambassade a cité à titre d'exemple, entre autres, l'action d'USAID qui est impliquée au Congo dans le CARPE (Programme régional Centre africain de l'environnement) ; celle du programme de l'EPT qui cherche à réduire l'apparition des maladies ; la collaboration existant avec les institutions de recherche pour atteindre cet objectif ; les activités entreprises dans le cadre du « School Feeding Program », en collaboration avec le Département américain de l'Agriculture et le Programme alimentaire mondial. « Nous devons essayer de communiquer les opportunités d'investissement ici au Congo autant que possible. Il existe encore des barrières culturelles et linguistiques entre le Congo et les Etats-Unis mais cela est en train de changer », a conclu l'ambassade américaine.

**Nestor N'Gampoula**



L'ambassadrice des Etats-Unis au Congo répondant aux questions de Gonzalo Llaryora et Eric Smith, journalistes à United World

pour sensibiliser aux particularités locales et administratives et pour les aider à évaluer les risques.

Plus d'une décennie après des conflits armés et des troubles socio-politiques, l'heure a effectivement sonné pour attirer les investissements américains au Congo. L'ambassade américaine le reconnaît en ces termes : « La République du Congo a retrouvé le chemin de la stabilité politique et économique. Le pays a connu un développement impressionnant de ses infrastructures dans la dernière décennie. De manière générale, il se dégage un consensus national pour éviter les erreurs commises dans le passé ».

Si le sommet des leaders africains a eu un impact important sur la coopération avec l'Afrique en général et le Congo en particulier, l'ambassade a toutefois déploré les effets nocifs provoqués par l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui alimente l'inquiétude des potentiels investisseurs alors que trois pays seulement sont affectés sur le continent africain. « Il est primordial de communiquer que ce n'est pas l'ensemble de l'Afrique qui est affecté par cette épidémie », a-t-elle fait remarquer. Ce phénomène a

plomatique américaine à Brazzaville a relevé que même s'il n'est pour le moment que partiellement assaini, ce secteur reste en « net progrès ». Elle a noté le fait que le Congo a su créer des liens solides avec la France et la Chine, « tandis que les Etats-Unis semblent loin culturellement, historiquement et linguistiquement ».

Malgré cela, l'ambassade a rappelé l'importance du sommet africain tenu pour la première fois à Washington et dont elle espère renforcer la coopération bilatérale, étant donné la volonté de bâtir un partenariat solide fondé sur l'existence d'un bénéfice mutuel de cette coopération.

Au sujet du poids de l'entrepreneuriat au Congo, l'ambassade a indiqué que la culture entrepreneuriale est une valeur récente dans le pays d'autant que, d'après elle, la culture bureaucratique française a fortement influencé le pays au fil des années. « Les leaders du pays se concentraient essentiellement dans le secteur public. Mais depuis les réformes structurelles du secteur, ainsi que l'impact culturel de la globalisation, nous observons maintenant un changement de comportement. Véronique Mankou reflète ce nouvel esprit entrepreneurial », a noté

pétrolier. Dernièrement, les Etats-Unis ont cherché à réduire leur dépendance sur les énergies étrangères, raison pour laquelle nous avons vu un affaiblissement des exportations du Congo dans ce secteur », a expliqué l'ambassade américaine. Par ailleurs, elle a parlé de l'existence d'un cadre réglementaire qui devrait faciliter le commerce entre le Congo et les Etats-Unis, notamment le traité bilatéral en vigueur depuis 1994 et dont la diplomate voudra que son pays en tire profit.

Soulignant que le Congo a enregistré un score vert au classement ITIE, ainsi qu'une notation financière B+ par les agences internationales, l'ambassade a souhaité que ces performances soient communiquées à l'extérieur. De même, elle a dit que le secteur des télécommunications « reste prometteur » dans le pays avec des connexions à haut débit malgré le fait qu'il n'est pas à un niveau optimal.

## Pour exporter, il faut produire

Autres facilités pour investir au Congo : les avantages concurrentiels du pays par rapport à ses voisins ont été évoqués. L'ambassade a relevé que le franc CFA, la monnaie locale et de la zone Cémac, indexée

## DÉVELOPPEMENT DES ROUTES

# L'expérience du Congo inspire Madagascar

Prélude à la tenue du 5ème congrès malgache de la route et des transports, à Antananarivo les 26 et 27 novembre, le ministre congolais des Travaux publics du Congo, Émile Ouosso séjourne à Madagascar où il a été convié pour partager l'expérience congolaise en matière de construction des routes.

Engagé dans un vaste projet de construction des infrastructures routières dont le coût serait estimé à 600 millions d'euros par an, le Congo constitue de plus en plus une référence pour certains États africains dont Madagascar. « Le prochain Congrès de la route permettra de définir les engagements de Madagascar dans ce secteur », a indiqué le ministre malgache des Travaux publics, Roland Ratsiraka, qui entend tirer profit de l'expérience congolaise. C'est dans cette optique qu'il a invité son homologue congolais, Émile Ouosso à se rendre à Ankadimbahoaka pour constater de visu les travaux portant réhabilitation d'un

important tronçon considéré comme vital pour la circulation des personnes et des biens. Contrairement à la République du Congo, qui alloue annuellement plus de 70% de son budget au secteur routier, pour Madagascar, le secteur routier ne représente que 8% du budget d'investissement. « Nous aimerions connaître les autres moyens de financement utilisés par le Congo. C'est, entre autres, la raison de la présence de mon homologue ici à Madagascar et qui rentre également dans le cadre de la préparation du congrès de la route et des transports », a souligné le ministre malgache des Travaux Publics.

## 3000 km de routes bitumées au Congo

Afin de mieux informer son homologue, Émile Ouosso a pour sa part précisé qu'en quinze ans, le Congo a construit 3.000 km de routes bitumées et revêtues ; 8.000 km de routes en matériaux spéciaux en l'espace de cinq années. Ce qui a permis, a-t-il noté, l'interconnexion des grandes villes et le désenclavement des différents départements du Congo avec la Capitale. Il a par ailleurs émis la nécessité de voir le Madagascar disposer d'un cadre macroéconomique pour les dix prochaines années afin d'améliorer son réseau routier.

En effet, avec un réseau routier de 18.000km, la République du Congo dont la situation géographique lui confère un rôle stratégique dans la sous région d'Afrique centrale a inscrit en



Le ministre malgache des travaux publics et son homologue congolais, Émile Ouosso, lors de la visite des travaux au carrefour d'Ankadimbahoaka (Madagascar)/DR.

bonne place la construction et la modernisation des infrastructures. Ceci, en vue de la mise en œuvre du schéma national d'aménagement du territoire et du plan national des transports. La volonté des autorités congolaises de consolider ses infrastructures tient compte

du retard accumulé dans le domaine, 50 ans après l'indépendance du pays. L'objectif est de relier les villes et ouvrir des voies entre ses voisins à savoir : le Cameroun, la Centrafrique, le Gabon et la République démocratique du Congo (RDC).

**Guy-Gervais Kitina**

# ORACLE

## Africa Innovation Day 2014 - Congo

27<sup>th</sup> Novembre 2014, Hotel Azur Le Gilbert's, Pointe Noire, Congo

8:30 - 17:00



**SIMPLIFY IT.  
POWER INNOVATION**



# Un prêtre récompensé pour avoir protégé des musulmans

**Le Père Bernard Kinvi a reçu le Prix Alison Des Forges, décerné par l'ONG Human Rights Watch (HRW) à cause de son courage à protéger et soigner les musulmans de la ville de Bossemptele au nord-ouest du pays.**

Le Prix Alison Des Forges accordé par l'ONG HRW récompense le courage d'individus qui mettent leur vie en danger pour défendre la dignité et les droits humains. Le Père Bernard qui dirige l'hôpital de la mission catholique à Bossemptele a reçu cette distinction pour avoir sauvé la vie de centaines de musulmans assiégés dans leur quartier, qu'il a réunis et hébergés dans son église lorsque les violences intercommunautaires ont éclaté dans le pays en 2013. En décernant ce Prix à l'Abbé Bernard Kinvi, l'ONG HRW entend l'honorer pour son courage sans faille et son dévouement dans la protection des civils, surtout musulmans de sa localité.

« L'ONG américaine collabore avec ces courageux défenseurs des droits humains pour créer un monde dans lequel les personnes pourront vivre sans violence ni discrimination et oppression », souligne un communiqué de HRW annonçant l'attribution

du Prix au Père Bernard Kinvi. Le lauréat a été présenté au public à l'occasion du Dîner « Voix pour la justice » organisé par le bureau de HRW à Paris le week-end dernier.

D'après les organisateurs du Prix, l'assistance du Père Kinvi aux musulmans est frappante comme en témoignent des faits palpables. L'une des attaques les plus meurtrières a eu lieu à Bossemptele, où les anti-balaka ont tué plus de 80 musulmans. Le Père Kinvi a passé des journées entières à chercher des survivants musulmans, dont la plupart étaient des enfants, et les a emmenés à l'église catholique pour qu'ils soient à l'abri des violences. Alors que le conflit battait son plein, il a hébergé des centaines de musulmans dans l'église et ce, malgré les nombreuses menaces de mort de la part des anti-balaka. En mars 2014, des soldats africains de maintien de la paix ont évacué la majorité des musulmans restants de Bossemptele au Cameroun, en plus de

quelque 100 000 musulmans ayant déjà fui le pays. Environ 70 personnes, y compris plus d'une dizaine d'enfants handicapés, se sont retrouvées bloquées dans l'église catholique. L'Abbé Bernard n'a pas chômé. Il a continué de s'occuper des musulmans à sa charge et a réussi à les ramener à leurs proches.

Pour rappel notons qu'en mars de l'année dernière 2013, la Séléka, à dominante musulmane avait renversé le pouvoir à Bangui. Les musulmans qui étaient nombreux dans la coalition rebelle ont déclenché une vague de violences, brûlant de nombreux villages et tuant plusieurs personnes. En réponse à ces actes, des milices dites « anti-balaka », recrutées par la majorité chrétienne, ont commencé à attaquer les bases de la Séléka ainsi que des minorités musulmanes.

Alors que les leaders de la Séléka ont été chassés du pouvoir et forcés de fuir, les civils musulmans ont dû faire face à la colère des forces anti-balaka. De ville en ville, les musulmans ont été attaqués et massacrés, et leurs maisons et mosquées détruites.

**Fiacre Kombo (stagiaire)**

## BANGUI

«La crise militaro-politique est la principale cause d'affaiblissement de la mairie», selon Hyacinthe Wodebode

**Longtemps critiquée pour son inaction, la mairie de Bangui sort de son silence et présente ses difficultés à pouvoir redorer la ville, depuis les dernières crises dans le pays. Une conférence de presse tenue lundi 24 novembre a permis à la présidente de la délégation spéciale de la ville de Bangui, Hyacinthe Marie de Fatima Wodebode de faire ses mises aux points.**

Pour la présidente de la délégation spéciale de la ville de Bangui, la crise militaro-politique est la principale cause d'affaiblissement de la mairie centrale. « Je suis choquée tout comme mes compatriotes de la situation d'insalubrité dans laquelle se trouve la ville de Bangui. La mairie n'a pas de corbillard, de vidangeuse ni de benne permettant d'enlever les ordures dans la ville. C'est une situation qui me préoccupe beaucoup », a fait savoir Hyacinthe Marie de Fatima Wodebode.

Selon Guy Bertrand Motondo, receveur, la mairie ne dispose pas à l'heure actuelle de moyens financiers nécessaires à son fonctionnement. « La mairie, du point de vue financier, est soumise au principe

de comptabilité publique. L'un des principaux facteurs qui ont fait que la mairie soit dans l'incapacité de pouvoir mettre la propriété dans notre cité, est le point financier. Aujourd'hui, la maigre ressource dont dispose la mairie est utilisée à 80% pour faire face à des dettes. Nous continuons semaine par semaine à payer progressivement l'argent que la mairie doit aux travailleurs temporaires », a précisé ce dernier.

Sur le terrain, dit le maire, la mairie ne parvient pas à mobiliser des ressources dans les différents marchés. Beaucoup de gens ne veulent pas payer des taxes communales avec la montée de l'incivisme.

La Centrafrique devait en octobre dernier accueillir une conférence des maires francophones visant à accompagner la mairie de Bangui dans ces actions, malheureusement, les dernières violences du 8 octobre ont fait foirer cette rencontre importante, à en croire les responsables de la mairie centrale. Cette conférence pourrait se tenir du 15 au 17 décembre, à condition que la situation sécuritaire soit stable.

**Source : Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme**



REPUBLIQUE DU CONGO  
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION



PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR L'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE CONGOLAISE (PACADEC)

### AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS)

Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières  
Référence de l'accord de financement : 2100155019170  
N° d'identification du Projet : P-CG-KFO-001

#### « Recrutement d'une firme chargée de l'audit administratif, financier et comptable des projets PADE/PACADEC »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un don du Fonds Africain de Développement (FAD), en différentes monnaies pour financer le coût du Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Economie Congolaise « PACADEC ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce don sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de « recrutement d'une firme chargée de l'audit administratif, financier et comptable des projets PADE/PACADEC ».

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

L'objectif de l'audit est de permettre à l'auditeur, d'exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur la situation financière consolidée des projets et sur les fonds reçus ; ainsi que l'éligibilité des dépenses effectuées tant avec les fonds des dons que ceux de la contrepartie congolaise.

La mission de l'auditeur couvrira la période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2014 (soit 2 exercices) et de s'assurer que les ressources mises à la disposition des projets sont utilisées aux fins

pour lesquelles elles ont été octroyées.

3. L'Unité de Coordination du projet invite les cabinets à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les dites prestations.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012 » qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. L'intérêt manifesté par un Cabinet n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.

5. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 08 heures 00 à 16 heures 00 (heure locale).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard, le 04 décembre 2014 à 10 heures, heure locale et porter expressément la mention : « RECRUTEMENT D'UNE FIRME CHARGÉE DE L'AUDIT ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE DES PROJETS PADE/PACADEC ».

Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Economie Congolaise (PACADEC)

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur des Projets PADE-PACADEC  
Rue, Locko Isaac N°05 et 06 secteur Blanche Gomez  
Brazzaville-Congo  
Tél : (+242) 06 668 24 31 / 05 574 18 75 ; e-mail : [pade.pacade@yahoo.fr](mailto:pade.pacade@yahoo.fr)

**Le Coordonnateur**

**Joseph MBOSSA**

## FESTIVAL DU RIRE TUSEO

## Les humoristes de Brazzaville formés au stand-up

Les humoristes africains s'intéressent, depuis dix ans, à un genre assez particulier qui est le stand up. Il s'agit d'un spectacle comique au cours duquel un humoriste s'adresse au public de manière informelle, sans accessoires, sans costume, en racontant des histoires drôles, souvent inspirées du quotidien, assez courtes et sans interruption.

Dans le cadre de la 7<sup>e</sup> édition du festival de rire Tuseo, l'humoriste camerounaise, Valery Ndongo, anime une formation en stand up afin de donner aux jeunes congolais intéressés, les outils pour parfaire leur création. L'atelier de cinq jours porte sur les bases du stand up et permettra aux jeunes stagiaires de monter un sketch en une semaine afin de le présenter à la clôture du festival Tuseo.

« C'est la principale difficulté dans l'atelier. Les meilleurs qui arriveront à créer un sketch joueront à la restitution de l'atelier parce que lorsqu'on fait du stand up, c'est pour jouer parce que la finalité c'est la scène et le résultat. Il y a déjà trois participants qui ont des sketches intéressants », a expliqué Valery Dongo.

Au cours de cette formation, l'humoriste camerounais a rappelé que le stand up se décline en trois étapes à savoir : partir d'un texte écrit pour matérialiser son idée ; ensuite la réécrire en confrontant son idée à l'épreuve de la critique et enfin aboutir au texte final avant

de le jouer devant le public. « C'est en jouant que l'on obtient la dernière écriture, l'étape de la scène permet de donner le sketch finale. Avoir un bon sketch c'est avoir franchi toutes ces étapes même si le public ne réagit pas comme espéré ».

étapes même si le public ne réagit pas comme espéré ».

Valery Dongo estime que pour faire un bon one man show il faut oser parler des sujets d'actualité et même de ceux qui fâchent. Car un humoriste, loin d'être un pasteur ou prêtre, devrait prendre le contre-pied de ce que les gens pensent et disent. Car le plus important pour un public, c'est d'être surpris et marqué par les choses qui sont dites avec assez de cran. « Je pense que le style stand up prend de l'ampleur en Afrique mais l'erreur commise par beaucoup d'Africains est de ne pas prendre le temps de s'arrêter et travailler. C'est un style et un métier qui a des exigences. On ne peut pas uniquement compter sur son talent parce qu'il trompe lorsqu'on ne travaille pas. À Tuseo, tous les jeunes que j'ai vus sont talentueux mais me donnent peu le sentiment de vouloir s'arrêter et travailler », ajoute-t-il. Arrivé à l'humour au début des années 2000, grâce à l'association la ronde des poètes, Valérie Dongo s'amuse à ses débuts à travailler sur des poèmes tout en y mettant une mise en scène afin d'éviter la monotonie remarquée lors de la déclamation des textes. « Je me faisais des poèmes pour divertir en adaptant ceux des auteurs africains comme Francis Bebey, Birago Diop. Je travaillais beaucoup sur les auteurs africains car leur textes avaient un fort potentiel comique. »

En 2001, il écrit un sketch en adaptant le texte musical et Africa de Francis Bebey. Depuis il parcourt le monde.

**Hermione Désirée Ngoma**

### Villa à vendre à Pointe-Noire.

Lieu: Aéroport vers CEREC --: 105, Avenue des pilotes  
 - trois chambres  
 - un salon  
 - une cuisine  
 - deux salles de bain  
 - Une bache à eau avec surpresseur  
 - Cour complètement dallée.  
 - mur de clôture avec portail métallique.  
 Avec titre foncier.

**Contacts : 011 778 844 / 055 778 844**

## PARUTION

## Vérone Mankou expose sa vision sur les technologies au Congo.

Le fondateur de la société VMK, de la première tablette et du smartphone africains, Vérone Mankou, vient de publier chez l'harmattan son premier ouvrage intitulé : « Congo terre de technologies objectives 2025. » Loin d'être un manuel d'informatique, ce livre expose la vision de son auteur à travers un diagnostic et une thérapie sur la situation des technologies au Congo et en Afrique en général. Ce livre a été présenté et dédié lundi dernier à Brazzaville.

formation et de la communication comme pilier du développement et de l'émergence du Congo. « Cet ouvrage est une façon de positionner le Congo, montrer la voie que le Congo doit prendre pour atteindre



Vérone Mankou entouré de Francis Wabout (modérateur) et Mukala Kadima Nzuji

Ce livre comme ceux de technologies n'est pas un manuel d'informatique mais d'un projet de société, avec une vision, un programme et des moyens pour l'exécuter. « Lorsque j'ai lu ce livre la première chose qui m'a frappé c'est que j'avais affaire à un homme qui pourrait servir de modèle aux nouvelles générations, un homme qui montre et qui nous dit comment il est devenu ce qu'il est aujourd'hui, comment il s'est construit à partir d'une expérience anodine des jeux vidéo « nintendo ». Voilà comment sa vocation est née et comment il s'est décidé à devenir l'une des personnalités importantes du Congo », a souligné le critique littéraire Mukala Kadima Nzuji. À travers les soixante-cinq pages de cet ouvrage Vérone Mankou déploie sa vision de faire du Congo une terre de technologies. À aucun moment il ne parle de municipalisation accélérée comme condition de développement mais du numé-

rique qui est son centre d'intérêt.

L'auteur puise dans son expérience un programme qu'il propose et repose sur deux piliers à savoir la formation et l'entrepreneuriat. Il préconise une formation qui doit commencer non seulement à l'université mais dès le berceau. Aussi se penche-t-il sur l'entrepreneuriat où les jeunes pourraient se donner les moyens de mettre en place de petites sociétés à coup d'effort. « Ce livre qui est à la fois une vision, un programme et une ambition nous éloigne de l'informatique pure et dure. C'est l'expérience d'un homme qui s'exprime. Il n'y a pas ce langage rébarbatif de l'informatique. Il est d'une dimension pédagogique », a conclu Mukala Kadima Nzuji. Dans un regard croisé, Idriss Bossoto, enseignant à l'université Marien Ngouabi, a souligné l'idée fondamentale de cet ouvrage qui se focalise sur l'accès aux technologies de l'in-

cette émergence qui ne pourra se faire que par ces piliers d'esprit start up ; d'entreprise, un volet de la formation. Car étant dans une société de connaissance elle est la matière première du développement économique ».

Dans cet essai Vérone Mankou s'exprime sans fioriture sur son parcours à travers des chapitres comme *I have a dream*, là où tout a commencé. Il propose ce que doit être le Congo en 2025 et parle de la fondation Bantuhub qui propulse les jeunes créateurs de projets.

Consacré comme l'un des cent jeunes dirigeants africains de quarante ans et moins appelés à jouer un rôle important dans le développement de l'Afrique par l'institut Choiseul en 2014, Vérone Mankou a été désigné en 2013 parmi les 30 meilleurs jeunes entrepreneurs africains et en 2014 dans le top 20 des bâtisseurs de demain pour l'Afrique par Forbes.

**Hermione Désirée Ngoma**

### REMERCIEMENT

Mesmin Boussa, agent des Dépêches de Brazzaville, Messieurs : Daniel Victorien Gampio, Urbain Nagtsé, Alphonse N'Dza et Albert Nianga Ngatsé respectivement membre de la commission de suivi de l'électrification du quartier « Ngamakosso Paris », remercient de plein cœur tous ceux des agents de la SNE qui leurs ont facilité dans les démarches qu'ils ont entreprises ; particulièrement messieurs le DGP Louis Kanoha-Elenga et le DGA Pierre Koua pour les apports qu'ils n'ont cessés de fournir pour l'aboutissement de cet œuvre grandiose.



REPUBLIQUE DU CONGO  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION



PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR L'AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE (PACADEC)

### AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS)

Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières  
Référence de l'accord de financement : 2100155019170  
N° d'Identification du Projet : P-CG-KFO-001

#### « Termes de référence sur les études techniques relatives aux travaux de construction et de suivi de la maison de l'entreprise du Congo (MEC) »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un don du Fonds Africain de Développement (FAD), en différentes monnaies pour financer le coût du Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Économie Congolaise « PACADEC ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce don sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de « recrutement d'un bureau d'études pour réaliser les études techniques relatives aux travaux de construction et de suivi de la maison de l'entreprise du Congo (MEC) ».

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

L'intervention du cabinet aura pour objectif de fournir au Ministère des Petites, Moyennes Entreprises et de l'Artisanat, Maître d'ouvrage, un dossier complet lui permettant de pouvoir dans les normes requises, engager les travaux de construction de la maison de l'entreprise du Congo à Brazzaville suivant les propositions validées.

La mission du consultant portera sur : (i) la réalisation des études architecturales et techniques détaillées y compris le maquettage et la représentation en 3 D et / ou, (ii) le suivi des travaux.

Les études devront être complètes et suffisamment détaillées pour permettre une compréhension et une exécution correcte par l'entreprise adjudicatrice des travaux sans nécessité de recourir à des reprises ou études complémentaires.

3. L'Unité de Coordination du projet invite les cabinets à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les dites prestations.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012 » qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. L'intérêt manifesté par un Cabinet n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.

5. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 08 heures 00

à 16 heures 00 (heure locale).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le 04 décembre 2014 à 12 heures, heure locale et porter expressément la mention : « RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES POUR REALISER LES ETUDES TECHNIQUES RELATIVES AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE SUIVI DE LA MAISON DE L'ENTREPRISE DU CONGO (MEC) ».

Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Économie Congolaise (PACADEC)

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur des Projets PADE-PACADEC  
Rue, Locko Isaac N°05 et 06 secteur Blanche Gomez  
Brazzaville-Congo  
Tél : (242) 06 668 24 31 / 05 574 18 75 ; e-mail : [pade.pacade@yahoo.fr](mailto:pade.pacade@yahoo.fr)

**Le Coordonnateur**

**Joseph MBOSSA**



REPUBLIQUE DU CONGO  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION



PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR L'AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE (PACADEC)

### AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS)

Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières  
Référence de l'accord de financement : 2100155019170  
N° d'Identification du Projet : P-CG-KFO-001

#### « Recrutement d'une firme pour l'élaboration d'un référentiel et formalisation des processus et procédures de création, développement d'entreprise, autorisations d'investissement, paiement de taxes et impôts et autres processus associés à l'exercice d'une activité privée au Congo »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un don du Fonds Africain de Développement (FAD), en différentes monnaies pour financer le coût du Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Économie Congolaise « PACADEC ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce don sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de « recrutement d'une firme pour l'élaboration d'un référentiel et formalisation des processus et procédures de création, développement d'entreprise, autorisations d'investissement, paiement de taxes et impôts et autres processus associés à l'exercice d'une activité privée au Congo ».

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

- Inventorier et décrire les processus et procédures de création, développement et autorisations nécessaires à la réalisation d'un investissement suivant le cadre proposé en annexe 2 (pour les procédures) et 3 (les processus) ;
- Proposer des recommandations visant à la simplification et rendre transparente la relation administrations/usagers tout le long du cycle d'investissement ;
- Développer un référentiel processus /procédures

pour une future informatisation.

3. L'Unité de Coordination du projet invite les cabinets à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les dites prestations.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012 » qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. L'intérêt manifesté par un Cabinet n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.

5. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 08 heures 00 à 16 heures 00 (heure locale).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le 04

décembre 2014 à 11 heures, heure locale et porter expressément la mention : « RECRUTEMENT D'UNE FIRME POUR L'ELABORATION D'UN REFERENTIEL ET FORMALISATION DES PROCESSUS ET PROCEDURES DE CREATION, DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISE, AUTORISATIONS D'INVESTISSEMENT, PAIEMENT DE TAXES ET IMPOTS ET AUTRES PROCESSUS ASSOCIES A L'EXERCICE D'UNE ACTIVITE PRIVEE AU CONGO ».

Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Économie Congolaise (PACADEC)

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur des Projets PADE-PACADEC  
Rue, Locko Isaac N°05 et 06 secteur Blanche Gomez  
Brazzaville-Congo  
Tél : (242) 06 668 24 31 / 05 574 18 75 ; e-mail : [pade.pacade@yahoo.fr](mailto:pade.pacade@yahoo.fr)

**Le Coordonnateur**

**Joseph MBOSSA**

## MÉDIAS

# FFJ documente 235 cas d'atteinte à la liberté de la presse en 2014

**L'ONG a fait constater une hausse par rapport à 2013 au cours de laquelle il a noté 119 cas.**

L'association de défense et de promotion de la liberté de la presse, Freedom for journalist (FFJ), a documenté, pour l'année 2014, deux cent trente cinq cas d'atteinte au droit d'informer et d'être informé en RDC. « *Le taux élevé d'atteinte est le résultat des deux arrêtés que nous jugeons liberticides du ministre des Médias qui ont visé environ deux cents médias* », a révélé FFJ dans un communiqué signé par son chargé d'assistance légale et d'aide judiciaire, Me Nkashama.

## Kinshasa bat le record

Selon les statistiques relevées par cette ONG, Kinshasa tient la tête du peloton avec cent soixante-dix cas de violations des droits des journalistes et du public à l'information, au regard du nombre des médias visés par les arrêtés du ministre Mende pris en août 2014. La ville-province de Kinshasa est suivie du ventre mou de la RDC, la province du Nord-Kivu, avec vingt cinq cas (avec les cinq derniers médias fermés), talonnée respectivement par son voisin du Sud-Kivu (neuf cas). La province du Katanga et celle du Bas-Congo sont ex-æquo avec six cas, alors que le Maniema et le Kasai oriental sont également ex-æquo, avec quatre cas. La province du Kasai-occidental, la province du Bandundu et celle de l'Équateur s'équivalent avec, chacune, trois cas. Par contre, la province-orientale, la moins malmenée s'en sort avec deux cas seulement. S'agissant des typologies des violations, FFJ note



Des professionnels des médias à l'inspection générale de la police. Photo John Bompengo-RO

que journalistes et médias ont été plus menacés, harcelés ou à l'extrême, fermés puis rouverts avec cent soixante-dix cas. La typologie est suivie de celles des journalistes agressés ou maltraités avec vingt et un cas, des journalistes interpellés et incarcérés ex-æquo avec quinze cas pour chaque typologie.

Les « pressions économiques et administratives » suivent avec cinq cas, puis les « journalistes en prison », deux cas, et les typologies de « journalistes portés disparus puis retrouvés », un cas, et « journalistes tués », un cas.

De l'avis de cette ONG, comparativement à l'année 2013 où le total était de cent dix-neuf cas, la province de l'Équateur battait le record avec trente cas talonnée de près par celle du Nord-Kivu avec vingt-neuf cas puis de Kinshasa avec vingt-sept. Les provinces du Katanga, du Kasai-occidental, Maniema et Orientale, du Bas-Congo, du Sud-Kivu, du Kasai-oriental et du Bandundu suivent avec, respectivement, sept, six, six, six, quatre,

deux, un et un cas. FFJ note, quant à la typologie de violations la plus menacée pour cette période, que la tendance reste la même qu'en 2014 : le nombre élevé des journalistes menacés, harcelés, torturés, suivi des journalistes maltraités. L'ONG relève par ailleurs, la grande différence selon laquelle, deux journalistes ont été tués en 2013, contre un seul en 2014.

La publication du rapport annuel de FFJ intervient, note-t-on, quelques heures avant les cent jours – jours pour jours – depuis que le journaliste Mike Mukebaya, directeur de RD-Congo News, un périodique paraissant à Kinshasa, a été arrêté et gardé en détention à la prison centrale de Makala. A l'occasion, l'ONG a également publié « *Justice & journalistes en République démocratique du Congo* », une publication qui documente toutes les procédures judiciaires visant les journalistes sur l'ensemble du territoire national.

Lucien Dianzenza

## PROCESSUS DE TRANSPARENCE ITIE

## Des entreprises minières hors délai

**Les comptes audités ou les preuves de paiement fiscal d'une vingtaine d'opérateurs du secteur minier n'ont pas été déposés à la veille de l'échéance fixée au plus tard le 25 novembre 2014 à minuit pour la publication du rapport Itié/RDC 2012.**

S'exprimant sur la radio onusienne, la Coordination nationale de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIIE-RDC) a mis en garde contre l'incapacité de produire le rapport ITIE/RDC 2012 au regard du blocage actuel. Par ailleurs, elle a demandé au gouvernement de prendre ses responsabilités en enjoignant aux entreprises retardataires de transmettre les documents attendus d'ici le 25 novembre à minuit au risque d'exposer la RDC à une exclusion du processus. Ce rapport de l'ITIIE vise à renforcer la crédibilité du pays sur le plan international. L'on note au total, vingt-cinq entreprises minières qui n'ont pas fait auditer leurs comptes en 2012 ou qui n'ont pas de preuves de paiement fiscal pour l'exercice 2012, selon la Coordination nationale ITIE/RDC. Il est reproché à ces entreprises de ne

pas publier le volume de leurs productions. Une situation jugée inacceptable par ITIE/RDC qui affirme, qu'il ne s'agit pas seulement de produire des chiffres, mais il faut que ces derniers soient certifiés par un commissaire aux comptes ou un auditeur extérieur. Avec le temps restant, l'on peut effectivement craindre le pire, et le pays court le risque de se retrouver en dehors du processus. Ce rappel fait particulièrement aux entreprises extractives du secteur minier revient quasiment régulièrement. En effet, déjà pour le dernier rapport 2011, les experts avaient soulevé la responsabilité totale des entreprises minières en cas d'exclusion de la RDC. L'on déplorait déjà le retard accumulé par rapport au deadline du 31 décembre 2013 pour la publication du rapport 2011. L'on redoutait le plus la perte de crédibilité et de réputation pour le pays tant au niveau national qu'international, sans oublier le risque de détérioration du climat des affaires. Pire, il y avait également toutes les implications politiques sur le processus de révision du Code minier avec la crainte que le secteur privé soit fragilisé dans ses revendications suite

à son incapacité de produire des documents certifiés. D'où l'appel à la mobilisation des entreprises minières. Une année après, le même discours revient dans un contexte toujours marqué par la révision du Code minier.

Pourtant, lors de la réunion du 28 au 29 octobre en la salle Floribert Chebeya, il a été confirmé des avancées significatives dans le processus d'élaboration du rapport 2012, avec l'adoption du cadre référentiel, le lancement et la poursuite de la collecte des données par l'administrateur indépendant. Les participants affichaient encore un optimisme sur le respect des délais dans la publication de ce rapport. Outre le dépôt par beaucoup d'entreprises extractives de leurs formulaires de déclarations, l'on annonçait également le lancement du processus de cadrage des secteurs forestiers et de l'artisanat minier en prévision du rapport ITIE/RDC 2013. Les organisations de la société civile œuvrant dans le secteur des ressources naturelles avaient fait état de l'application d'au moins 40% des recommandations, ce qui marquait un progrès significatif.

Laurent Essolomwa

## RELIGION

## L'Eglise Kimbanguiste dénonce la déchéance universelle des valeurs morales humaines

**La position contenue dans un document signé le 12 octobre par les Chefs spirituels adjoints de cette confession religieuse, Charles Diangienda Kisolokele et Alphonse Kisolokele Nsiabamfumu, a été officiellement livrée le 23 novembre au cours du culte dominical tenu à Monkoto, dans la commune de Ngiri-Ngiri, à Kinshasa.**

L'Eglise de Jésus Christ sur la terre par son envoyé spécial Simon Kimbangu (Eglise Kimbanguiste) a fait constater qu'en posant certains actes contre nature, l'humanité est en révolte contre les lois divines. Ce qui l'a amené à se prononcer urbi et orbi contre ces pratiques.

S'appuyant sur des versets bibliques, cette confession religieuse a ouvertement condamné l'homosexualité, l'inceste, la transsexualité, la pédophilie et la zoophilie. Il en est également du tatouage, du piercing, de la scarification et des implants de corps étrangers qui connaissent actuellement un développement sans précédent dans le monde. L'Eglise Kimbanguiste, qui fait constater que ces dernières pratiques affectent tous les milieux sociaux des jeunes, note avec insistance leur prohibition par les Saintes écritures.

Dans sa position, l'Eglise Kimbanguiste, qui est déterminée à combattre « *ces fléaux dans l'intérêt des générations présentes et futures* », à l'instar de la Bible, dit fermement condamner toutes ces « *pratiques perverses* ». Pour cette Eglise, sont également prohibés, la prostitution, le proxénétisme, la procréation par gestation d'autrui (pratique dite de mères porteuses), l'euthanasie, l'acharnement médical, la drogue,

la violence sous toutes ses formes, le terrorisme, le viol, la magie, la sorcellerie, l'occultisme, l'athéisme, le nudisme, la pornographie, la traite des êtres humains, l'esclavage, ainsi que l'assujettissement des peuples par d'autres et toutes discriminations à l'encontre de la femme et des jeunes.

Cette réaction contre les anti-valeurs qui minent l'humanité est la résultante d'une session extraordinaire tenue au sein de cette église du 6 au 12 octobre à Kinshasa au cours de laquelle les participants ont réaffirmé certaines considérations liées à cette confession religieuse. L'Eglise Kimbanguiste tient notamment pour vérité que le Dieu trinitaire est le créateur de tout ce qui est visible et invisible, notamment l'humanité, et qu'il ait fixé, pour l'être humain, des lois universelles pour les observer tout au long de son existence. Cette église s'est également dite consciente de son devoir et de sa mission, de faire que l'Homme dans ses relations sociales, se conforme aux lois divines. Elle a également rappelé sa souscription à la Déclaration universelle des droits de l'Homme et aux principes régissant l'ONU.

Dans cet exercice, l'Eglise Kimbanguiste a considéré l'effondrement contemporain universel des valeurs morales humaines telles que fixées par Dieu. Valeurs faisant, selon elle, la différence entre l'Homme et la bête. Cette église a également tenu compte de la considération qu'à l'instar d'Adam et Eve, le mariage ne doit se conclure qu'entre personnes de sexes opposés, c'est-à-dire, entre homme et femme.

L.D.

## ITALIE

## Le Prix Balzan remis à Vivre en Famille qui œuvre en Rd Congo

**Le prestigieux Prix, remis par le président italien, jeudi à Rome, récompense l'engagement en faveur de l'humanité, la paix et la fraternité. Il est doté de 830.000 euros.**

Le jury de la Fondation italo-suisse Balzan explique avoir distingué cette année l'association française « *Vivre en famille* », parce que « *tout en conservant sa vocation d'origine qui est de favoriser les adoptions internationales, (elle) œuvre pour garantir à l'enfance défavorisée des lieux d'accueil, des écoles et des centres de soins, ainsi que l'assistance aux mères* ». C'est donc ce qui vaut à cette association, fondée en 1993, le décernement du Prix Balzan cette année.

« *Vivre en Famille* » indique pour sa part que la récompense reçue ira en partie à la construction d'une maternité et à la rénovation d'une école dans la localité d'Ibambi, près d'Isiro dans la Province Orientale, en République démocratique du Congo. L'association vient inscrire son nom à la suite de prédécesseurs récipiendaires

tout aussi prestigieux de ce Prix et qui ont pour nom : Fondation Nobel, pape Jean XXIII, Mère Teresa, Haut-Commissariat aux réfugiés ou encore Abbé Pierre !

Le président italien, Giorgio Napolitano, a présidé la cérémonie officielle en son palais du Quirinal, à Rome, devant un partenaire d'invités de marque d'autant plus nombreux qu'en dehors de « *Vivre en Famille* », la Fondation Balzan a également distingué dans la même journée d'autres personnalités méritantes dans d'autres secteurs d'activités. À rappeler que le Prix Balzan est attribué tous les ans dans les autres domaines. Pour ce qui est de la paix et la fraternité, il est décerné tous les trois ans. Il fut créé en 1956 par le journaliste Eugenio Balzan, copropriétaire du quotidien à grand tirage Il Corriere della Sera. Il est décédé en Suisse après avoir fui l'Italie fasciste de Mussolini. C'est ce qui explique le caractère italo-suisse de la Fondation dont l'activité est poursuivie aujourd'hui par sa fille, Angela Lina Balzan.

Lucien Mpama

## INTERVIEW

# Tony Bolamba : « J'irai en 2016 à la rencontre des Congolais pour solliciter leurs suffrages »

**Le président du Mouvement pour le Congo (Moco) analyse froidement les grands enjeux sociopolitiques de l'heure dans un entretien avec les Dépêches de Brazzaville, en mettant une emphase particulière sur son avenir politique immédiat et celui de son association.**

Les Dépêches de Brazzaville : Human Rights Watch venait récemment de publier un rapport dans lequel il fait état des bavures policières ayant émaillé l'opération anti banditisme « Likofi ». Comment jugez-vous la réaction du gouvernement réfutant toutes les allégations contenues dans ledit document ?

Tony Bolamba : Je ne pense pas qu'il eut été opportun de la part de l'Exécutif national de réagir avec véhémence tel que cela avait été fait. Je ne dis pas que tout ce qui a été rapporté par cette ONG est avéré. Je ne dis pas non plus que tout ce qu'elle a mis sur la place publique à propos des tueries ayant caractérisé l'opération «Likofi» soit non fondé. S'il y a eu certaines allégations de la part de cette ONG, peut-être qu'elle dispose des informations qui nous échappent. Il n'appartient pas, à mon sens, au gouvernement de réagir à ces genres de rapports. Il faudrait plutôt chercher à engager des échanges avec ces ONG en apportant la contradiction là où il faut de sorte à éclairer leur lanterne sur des détails censés être intégrés dans leurs analyses.

L.D.B : Qu'attendez-vous du prochain sommet de la Francophonie prévu au Sénégal ?

T.B : Nous attendons beaucoup de ce sommet pour autant que c'est un des nôtres en la personne de l'ambassadeur Henri Lopes, né dans la ville cosmopolite de Kinshasa, qui est pressenti pour prendre les rennes de cette ins-



Tony Bolamba

titution. Avec lui, j'espère que le français aura une vision beaucoup plus large que ce qu'il est pour aujourd'hui. Le français ne se limite pas seulement à l'aspect linguistique, il devient aujourd'hui un instrument de défense des droits de l'Homme, assure la prévention des conflits, la paix, etc. Je pense qu'Henri Lopes en tant que personnage multiculturel est bien placé pour appréhender des problèmes typiquement africains et ceux du monde.

L.D.B : Que vous inspire le bilan d'Abdou Diouf, secrétaire général sortant de l'OIF ?

T.B : Il a géré son mandat tant bien que mal, dans un contexte mondial très difficile. Cela ne l'a pas empêché de contribuer, nonobstant les difficultés rencontrées dans son parcours, à la stabilisation des Etats africains. Cependant, beaucoup reste encore à faire pour réaliser les objectifs que s'est assigné l'organisation.

L.D.B : La motion de défiance initiée récemment par le groupe parlementaire de l'opposition sur le ministre des Finances Patrice

Kitebi s'est terminée en eau de boudin. Que pensez-vous de l'attitude de la majorité tendant à bloquer toute initiative de l'opposition à l'hémicycle ?

T.B : C'est une question de conscience des uns et des autres. Chacun de nous doit faire appel à sa conscience et à son éthique. Un député reçoit son mandat de la population pour la représenter, et son vote doit d'aller dans le sens de la préservation des intérêts de ceux qui l'ont porté au perchoir de l'institution législative, indépendamment de sa coloration politique. En France par exemple, les membres du Parti socialiste ne votent pas toujours nécessairement en faveur des projets initiés par le premier ministre Manuel Valls.

L.D.B : L'opposition continue de réclamer la tenue d'un dialogue inclusif selon l'esprit de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Qu'en dites-vous ?

T.B : Le dialogue, de mon point de vue, n'est pas important. Nous devons nous focaliser plutôt sur les prochaines élections. Il faut avancer et non reculer ou faire du sur place. Nous devons savoir que chaque fois qu'il y a eu des initiatives visant à permettre aux Congolais de dialoguer, ils l'ont toujours fait à cœur joie. Pourquoi réclamer de nouvelles rencontres entre Congolais dès lors que les concertations nationales ont bénéficié de la caution morale de la présidente de la Commission de l'Union africaine Nkosazana Dlamini-Zuma et du président Denis Sassou Nguesso doué dans les

médiations des conflits à travers l'Afrique. Les Congolais peuvent toujours se concerter sans cet Accord-cadre.

L.D.B : Quel est votre commentaire par rapport au verdict ayant sanctionné le procès Mamadou Ndala ?

T.B : Si le procès a connu un cycle normal dans son déroulement, partant de l'instruction de l'affaire à la confrontation des parties à la lumière des éléments à charge et à décharge, je ne vois pourquoi je m'opposerais à une décision de justice qui se conformerait à la procédure. Le grand problème consiste à sanctionner tous ceux qui s'amusent à fomenter des rébellions. Car, à l'absence de toute sanction, n'importe qui peut initier une rébellion sachant qu'en fin de compte, il négociera un poste ministériel après avoir été amnistié. Ce rituel est connu et il faudrait qu'on y mette fin en sanctionnant les auteurs de troubles. Il faut qu'il y ait des réponses sévères à ces types d'initiatives qui troublent la quiétude des Congolais. Celui qui veut avoir le pouvoir, il n'a qu'à solliciter l'électorat du peuple et non par les armes.

L.D.B : Pensez-vous que les élections locales auront lieu en 2015 comme promis lorsqu'on s'entendait aux difficultés de trésorerie que connaît actuellement la Cénie ?

T.B : Je suis quelque peu dubitatif. J'aime laisser le bénéfice du doute. Je serai déçu si l'on arrive aux échéances arrêtées, et que rien n'est fait. Quant à nous au niveau du Moco, nous continuons à préparer nos candidats à tous les niveaux des scrutins.

L.D.B : L'organisation du recensement, n'est pas aussi une façon sournoise de contourner le schéma de la modification de la

Constitution ?

T.B : Le recensement, avec l'intrusion de Nouvelles technologies de l'information et de la communication, ne pose pas assez de problèmes dans son organisation. Avec la bonne volonté de tous les partenaires impliqués, le recensement peut se réaliser en un temps record.

L.D.B : Quelle lecture faites-vous des événements du Burkina Faso ayant conduit à la démission du président Blaise Compaoré ?

T.B : C'est une régression, ou mieux, une défaite pour la démocratie en Afrique. Les burkinabès n'ont pas eu ce qu'ils voulaient après l'éviction de Blaise Compaoré. Aujourd'hui, le pays n'a plus de Constitution et est géré par une Charte de transition négociée par un groupe de personnes qui, sans mandat, tiennent les rennes du pouvoir. Si le scénario burkinabè venait à s'appliquer chez nous, franchement, ce sera une régression de la démocratie sur le continent.

L.D.B : Comment se porte votre association ?

T.B : Nous sommes en train d'étoffer nos listes. Nous sommes prêts. On attend plus que le calendrier. Nous présenterons nos candidats à tous les niveaux des scrutins et le moment venu, nous harmoniserons les listes avec nos alliés. Nous nous battons pour avoir un espace afin de servir les Congolais si jamais ils nous faisaient confiance. Personnellement, j'irai en 2016 à la rencontre des Congolais. Je solliciterai leur vote et je suis sûr qu'ils seront d'accord avec moi. D'autant plus que je dispose d'un atout important pour réussir, à savoir, la sincérité. Je vis la même misère que les Congolais en général et les Kinois en particulier.

Propos recueillis par Alain Diasso

Alain Diasso

## MUSIQUE

## Tanya Saint Val en concert VIP au Roméo Golf

**Le concert live que la Reine du zouk va livrer en compagnie de son groupe à la veille du réveillon de la Saint Sylvestre, dans la soirée du 30 décembre, s'inscrit dans le cadre d'une tournée que produit Maracouja-production sur les deux rives du fleuve Congo.**

Promoteur de la tournée, Fridolin Bokomo Ngoy Esiki a annoncé cinq concerts en vue à Kinshasa, Lubumbashi et Brazzaville. La première date dévoilée dans les détours de la conférence de presse tenue le samedi 22 novembre à cet effet est celle du premier show prévu le 30 décembre au Roméo Golf. Kinshasa a l'avantage d'avoir la primeur de servir de point de départ du périple musical, ques-

tion de finir l'année 2014 avec dans une ambiance spéciale, celle des îles Caraïbes. La semaine suivante, Tanya Saint Val fera la traversée du fleuve pour Brazzaville où elle fera valoir la même atmosphère musicale. Ce sera les 5 et 6 janvier 2015.

Le coordonnateur de Maracouja-production s'est montré encore assez réservé sur les contours de la soirée initiale qu'abritera la capitale. Il a néanmoins laissé entendre que la diva guadeloupéenne accueillerait au moins « *l'un des grands de la Rumba* » comme invité spécial sur la scène de ce concert VIP. « *Ce ne sera pas seulement la fête du Zouk, parce que nous envisageons un «fara-fara» rumba-zouk* », a déclaré Fridolin Bokomo. Et d'ajouter qu'à son avis, « *le Zouk et la Ru-*

*mba sont des musiques assez proches* » et qu'il serait donc possible que la star trouve le moyen de « *composer avec les grands de la Rumba* ».

En effet, à la différence de Kinshasa, à la soirée VIP de Brazzaville s'ajoute un bal populaire dont le lieu n'a pas été divulgué. Ce sera pareil pour Lubumbashi qui, à son tour aura droit à deux concerts, VIP et bal populaire, prévus le second week-end de la nouvelle année, soit les 10 et 11 janvier 2015. Néanmoins, aux dires de Fridolin Bokomo, la possibilité que Kinshasa accueille aussi un second show n'est pas totalement à exclure.

Pour l'heure, il a été fait allusion à une campagne promotionnelle en



Tanya Saint Val

vue de préparer le public kinois à recevoir Tanya Saint Val. À partir de cette semaine, l'on ne devrait

pas s'étonner de constater une diffusion particulière de ses clips sur le petit écran, ainsi qu'à entendre en boucle ses morceaux sur les ondes des différentes radios locales. Les habitués des clubs et autres boîtes de nuit devraient aussi savourer cette musique. Et, il n'est pas impossible que les terrasses et autres débits de boisson se mettent aussi au pas de sorte à s'assurer que Tanya Saint Val soit reconnue réellement pour ce qu'elle est, à savoir une figure emblématique du Zouk. Ce qui n'est pas un problème pour les trentenaires et plus qui pour plusieurs se souviendront de son premier passage à Kinshasa.

Nioni Masela

## DOUANES

# Formation sur la surveillance aux frontières

Après Brazzaville, la dite formation s'est ouverte ce lundi 24 novembre à Pointe-Noire. Celle-ci réunit les douaniers venus des départements de Pointe-Noire, du Kouilou, du Niari, de la Bouenza et de la Lékoumou, elle prendra fin le 28 novembre prochain.

Ouvrant les travaux, Benjamin Oko, chef des services généraux, représentant le directeur général des douanes et des droits indirects de la République du Congo a expliqué que, ce séminaire, le premier du genre, est le fruit d'une franche collaboration entre l'Union européenne et le staff dirigeant des douanes congolaises. Il permettra ainsi des échanges fructueux entre le formateur l'Union Européenne et les cadres et agents des douanes venus de plusieurs départements du pays.

« Le but d'un tel séminaire n'est pas un apprentissage à vue, mais surtout orienter la pratique de la surveillance douanière, qui est l'un des piliers essentiels de la structure douanière. La modernisation des douanes congolaises



Tribune officielle de la cérémonie/Photos Adiac

repose sur sa réorganisation et implique un changement radical des habitudes et comportements, bref des pratiques des agents qui y évoluent. Sans formation ce pari de modernité ne saurait être atteint. Ce changement ne peut

s'opérer que par la formation qui a pour mission d'accoucher les esprits » a-t-il déclaré.

Pour sa part, André PLA, expert principal des douanes a rappelé que depuis 2010, les douanes congolaises bénéficient de l'appui

technique et financier de l'Union européenne en vue du renforcement de leurs capacités, la sécurisation des recettes et la lutte contre la fraude conformément au Projet gouvernemental pour le renforcement des finances

publiques(PGFIP). Ainsi, de nombreuses actions ont eu lieu notamment l'achat de matériels, la réorganisation de services, les expertises diverses, l'organisation de séminaires, les publications de documents, les formations du personnel et la création d'une direction de la surveillance douanière.

« Les douaniers en uniformes sont les premiers protecteurs du pays aux frontières, et la première image du voyageur international représentative du Congo, dans ce cadre ils doivent être exemplaire dans leur présentation et leurs actions de contrôle, être efficaces et opérationnels, c'est tout l'enjeu de ce séminaire » a-t-il signifié.

La création de la direction de la surveillance douanière obéit à un décret, cette direction est créée en 2010. Ce séminaire fait suite à une première session de formation qui s'est déroulée du 17 au 21 novembre 2014 dernier à Brazzaville. Cette formation est rendue possible grâce à l'encadrement de Stéphane Liotet, colonel des douanes françaises.

Séverin Ibara

## HANDBALL/TOURNOI DE BENGUELA

## La sélection de Pointe-Noire s'adjuge la deuxième place

La sélection départementale de handball junior dame de Pointe-Noire a participé récemment au tournoi international de la discipline organisé par la ligue provinciale de handball de Benguela en Angola. Tournoi à l'issue duquel les Congolais de Pointe-Noire ont occupé la deuxième place derrière la sélection provinciale de Namibie.

Organisé dans le cadre de la célébration du 5e anniversaire de la mort de l'ancien entraîneur du club Primero de Benguela et de Agosto de Luanda, Silas Silvestre, ce tournoi a réuni quatre équipes, à savoir la sélection départementale de Pointe-Noire et des provinces de Benguela, Namibe, Lobito, tous de l'Angola. D'autres sélections invitées notamment de Luanda (Angola) et du Cap-Vert, absentes s'étaient fait excuser. La délégation congolaise composée de 19 membres dont 15 joueurs deux entraîneurs et deux officiels était conduite par le président de la ligue départementale de Pointe-Noire, Roger Houvitiha. Chaque équipe a disputé trois matches. Les Congolaises ont en gagné deux et perdu un. Grâce à ces deux victoires la sélection ponténergine a occupé la deuxième place derrière son homologue de la province de Namibe. Les Congolaises ont tour à tour battu, les sélections de Lobito, 23-19 et Benguela ôte du tournoi, 26-19 avant de s'incliner face à Namibe, 24-25. Faisant le point technique de ce tournoi, Victor Maténé l'un des entraîneurs congolais en Angola a apprécié le dynamisme des Angolaises, lesquelles, selon lui, pratiquent le

même style de jeu. « Ces filles n'ont pas d'attaque posée. Elles jouent vite avec beaucoup de tirs arrières. Nous avions pu les contrer parce qu'elles ne sont pas habituées aux frottements, car elles sont dynamiques et jeunes », a indiqué l'entraîneur qui a regretté le fait que la majorité des joueuses de Pointe-Noire n'ont pas de passeports. « Cette situation a faussé les résultats de notre sélection, puisque par rapport à l'urgence nous étions obligés de mettre la main sur celles qui avaient leurs passeports, malgré l'âge un peu dépassé de certaines filles. Tandis que c'était une occasion pour nous de faire une présélection départementale type des moins de 20 ans », a-t-il ajouté.

L'orateur a, par ailleurs, félicité la ligue provinciale de Benguela pour l'organisation et l'accueil très chaleureux qui leur a été réservé de Cabinda à Benguela. Jusqu'à leur retour, la délégation congolaise était totalement pris en charge par l'organisateur.

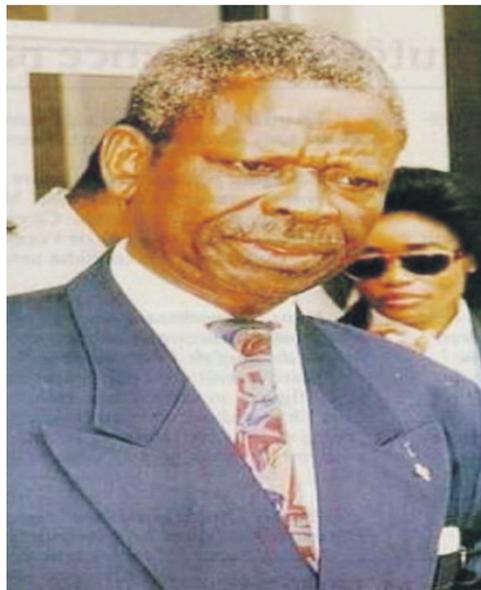
Epaté par l'organisation du handball en Angola, l'entraîneur adjoint de l'équipe nationale cadette, Victor Maténé suggère au président de la Fédération congolaise de handball de créer un espace de concertation qui va permettre aux entraîneurs congolais de se retrouver après chaque compétition nationale ou internationale pour discuter sur le style de jeu et des stratégies à bâtir. « Nous avons constaté que les autres ont une stratégie générale de gestion du handball c'est ce qui nous manque malheureusement. Chaque équipe à son style de jeu cela est un handicap pour l'évolution de notre discipline », a-t-il conclu.

Charlem Léa Legnoki

## COMMÉMORATION

## Bernard Kolélas, cinq ans déjà...

13 novembre 2009 - 13 novembre 2014, cela fait pratiquement cinq ans que Bernard Kolélas disparaissait. Le 22 novembre, les membres et militants de ce parti ont commémoré le cinquième anniversaire de sa disparition par une messe d'actions de grâce dite en l'église saint Jean Bosco de Pointe-Noire.



Bernard Kolélas/crédit photo «Adiac»

L'activité s'est déroulée sous l'impulsion de Gaspard Samba, secrétaire général du parti dans le département de Pointe-Noire. Pour les membres et militants du MCCDI, la meilleure manière de célébrer la disparition de leur leader, c'était de le confier à Dieu afin qu'il reste à jamais à ses côtés. En effet, il s'est agi d'une journée de recueillement et de méditation en mémoire de celui qui fut une figure emblématique et qui a marqué l'histoire politique du pays, à savoir Bernard Kolélas. Cette commémoration a été marquée par la présence des partis frères tels que, le MAR, le RDPS, le PCT et bien d'autres.

La messe a été célébrée par le père, Pierre Cé-

lestin Ona-Zué, curé à l'église saint Jean Bosco. Pendant son homélie, le prêtre a prêché sur la mort et à la résurrection des humains. « La vraie naissance de l'homme, c'est pendant qu'il meurt, voilà pourquoi, Bernard Kolélas demeure toujours vivant dans les cœurs et esprits des militants mais également de toute la famille politique », a-t-il dit.

Pour l'histoire, Bernard Kolelas est né le 02 juin 1933 à Mboloki (Mpayaka), dans le district de Kinkala. En 1937, il se fait baptiser à l'église évangélique du Congo et en 1958 il adhère à l'UDDIA dont il deviendra plus tard le secrétaire général. En 1961 il est nommé secrétaire général au ministère des Affaires étrangères et deux ans plus tard, en 1963, il s'insurge contre le communisme. En effet, c'est à l'âge de 56 ans, et plus précisément en 1989, que Bernard Kolélas fonde le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCD-DI). Une année plus tard, il cosigne un appel à la nation pour le renouveau démocratique. Du 25 février au 10 juin 1991, il participe à la conférence nationale souveraine.

En mai 1992, il est élu conseiller municipal de Brazzaville, il crée quelques mois après, les coalitions MCDDI-RDPS et de l'Union pour le renouveau démocratique (MAR). Toujours en cette même année, alors qu'il sort deuxième aux élections présidentielles derrière Pascal Lissouba, Bernard Kolélas signe l'accord URD-PCT apparentés. En 1993 il est élu député de Goma tsé-tsé et l'année suivante (1994) maire de Brazzaville. Quelques années plus tard, en 1997, il est nommé Premier ministre. Bernard Kolélas décède à l'âge de 76 ans, le 13 novembre 2009 à Paris des suites d'une maladie.

Rappelons que le 5e anniversaire de sa mort a été également célébré dans la ville de Brazzaville, sous le signe de l'alliance entre le MCD-DI et le PCT en présence de Denis Sassou N'Gusso, président de la République, plus précisément à Nsouélé, village où l'illustre disparu a été inhumé.

Hugues Prosper Mabonzo

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

**Allemagne, 3<sup>e</sup> division, 18<sup>e</sup> journée**

Osnabrück l'emporte face à la réserve de Stuttgart (3-1). Francky Sembolo est sorti du banc à la 77<sup>e</sup>, en remplacement d'Addy Menga, alors que son équipe menait au score d'un but.

Hallescher et Pitchou Mouaya, resté sur le banc, s'imposent chez la réserve de Mayence (1-0).

**Angleterre, 12<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division**

Steven Nzonzi et Stoke City s'inclinent à domicile face à Burnley (1-2).

**Angleterre, 8<sup>e</sup> journée, 3<sup>e</sup> division**

De retour de blessure, Amine Linganzi est resté sur le banc lors du match nul de Gillingham à Bradford City (1-1).

Belgique, 16<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Sans Francis Nganga, rentré le matin même, Charleroi bat Anderlecht 3-1. Et remonte à la 8<sup>e</sup> place.

**Belgique, 17<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division**

Jordan Massengo et Yannick Loemba étaient titulaires lors de la victoire de Mons face à Antwerp (2-1). Le milieu offensif s'est distingué par une passe décisive sur le second but, en adressant un centre parfait à Bison Gnohé. Mons remonte à la 7<sup>e</sup> place, tandis que le Royal Antwerp de Maël Lépicier, encore convalescent, est 13<sup>e</sup>.

**Ecosse, 14<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division**

Hibernian s'impose 6-3 à Dumbarton. L'équipe de Dominique Malonga a rapidement mené de 3 buts, avec une seconde réalisation du néo international congolais (27<sup>e</sup>). Alors que les locaux étaient revenus à 2-3 en seconde période, Malonga a redonné de l'avance à ses coéquipiers (64<sup>e</sup>). Signe un triplé à la 85<sup>e</sup>, cumulant 6 buts en 9 apparitions.

**République tchèque, 15<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division**

Premier but de la saison pour Donneil Moukanza, qui ouvre le score dès la 4<sup>e</sup> minute pour le Zbrojovka Brno face à Příbram (1-0). Lancé dans la surface par Zavadil, il contrôle de l'intérieur du droit, puis trompe le portier adverse d'une pichenette parfaitement dosée (5<sup>e</sup>). À la 32<sup>e</sup>, le milieu offensif part seul en contre et est fauché par Zapotocny, expulsé. Dans les derniers instants, sa reprise du gauche frôle la lucarne. Avec ce succès, Brno reste en bas de tableau avec 1 point d'avance sur la zone rouge et le Slovan Liberec.

Le Slovan Liberec de Dzon Delarge, titulaire, qui arrache le point du nul face au Vysocina Jihlava (2-2). Rapidement mené à cause d'une ridicule faute de main de son gardien, le Slovan tente d'égaliser, mais la reprise du droit de Delarge n'accroche pas le cadre (20<sup>e</sup>). À la 41<sup>e</sup>, il lui manque quelques petits centimètres pour reprendre le ballon au deuxième poteau. Après un nouveau but encaissé, avec une défense décidément très faible, le Congolais sonne la révolte mais son décalage ne profite pas à Dubek, qui ne cadre pas (65<sup>e</sup>). Actif, mais pas assez réaliste, le meilleur sprinteur du championnat tchèque, manque un nouveau face-à-face avec le gardien (74<sup>e</sup>), avant de servir idéalement Sural, qui réduit le score (76<sup>e</sup>). Une nouvelle frappe, croisée et cadrée, à la 88<sup>e</sup>, que le gardien détourne du bout des doigts.

Franci Litsingi était titulaire lors de la réception du Dukla Prague (1-0). Une bonne passe en retrait mal exploitée (11<sup>e</sup>), mais rate l'immanquable à la 24<sup>e</sup>. A la 58<sup>e</sup>, il sert Vuch, qui obtient le penalty de la victoire. Notons l'entrée en jeu à la 46<sup>e</sup> de Kopolongo, plutôt discret. Avec cette victoire, Teplice est 5<sup>e</sup>, mais reste à 12 points du podium.

**Grèce, 11<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division**

Pas de matchs en Grèce où les championnats pros ont été gelés, après l'agression, il y a quelques jours, d'un membre du comité national d'arbitrage, Christoforos Zofragos.

**Israël, 12<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division**

Romarc et Etou et le Beitar Tel Aviv renouent enfin avec la victoire (après 5 défaites et 2 matchs nuls) en battant l'Ironi Tiberias (2-1). Le Beitar est 13<sup>e</sup> sur 16.

**Russie, 14<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division**

Christopher Samba et le Dynamo Moscou battent le Terek Grozny 3-0. Et restent au contact du podium, à égalité de points avec le troisième et à deux points du second. Notons que le leader, le Zenit, compte déjà dix longueurs d'avance.

**Suisse, 16<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division**

Déplacement compliqué pour Aarau chez le leader, le FC Bâle. Igor Nganga, titulaire, n'a pas pu empêcher le revers, de son équipe (0-3).

**Suisse, 16<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division**

Lausanne l'emporte à Winterthur (1-0). Chris Malonga était titulaire et a joué 81 minutes.

Camille Delourme

## VIE DES CLUBS

## Patronage Sainte-Anne a réaménagé son conseil d'administration

**Le décès de l'ancien premier vice-président Simon Zibé et l'absence de certains éminents membres de l'équipe qui ne répondent plus physiquement ont été les principales raisons du réaménagement du bureau du conseil d'administration de ce club.**

garde les commandes du football masculin. Ferdinand Mvoundo dit Karim Feder a pris la place d'Antoine Ibovi à la vice-présidence. Ce dernier, a expliqué Maurice Nguesso, président du Conseil d'administration dudit club n'est plus actif pour des raisons de santé. Donatien Itoua a été désigné comme trésorier.

Antoine Ibovi a été placé à la tête du bureau d'honneur de la section football masculin. Il a pour collaborateurs, Foudoux Mulélé premier vice-président et Miéré Chine, secrétaire chargé des finances. Au bureau d'honneur de la section football féminin, Jean de Dieu Goma est le président et Thérèse



Maurice Nguesso présidentant la réunion du conseil d'administration de Patronage Sainte-Anne (Photo Adiac)

Eugène Ngoulou, l'ancien secrétaire général du conseil d'administration a été élevé premier au rang de vice-président, en lieu et place de Simon Zibé, décédé récemment. Albert Pobila a été choisi pour remplacer Eugène Ngoulou au secrétariat général. Les bureaux des sections football ont été aussi retouchés. Ainsi, Rodrigue Nguesso

remplace à ce poste Jean Noël Yoka. La section football féminin est quant à elle dirigée par Jean Pierre Goma. Roland Imbouili est le vice-président, puis Gilbert Kassa Edy est le trésorier. Le club a pensé récompenser ses anciens dirigeants et joueurs en créant un bureau d'honneur dans les deux versions football.

Mbami assure la vice-présidence. Le président du conseil d'administration de Patronage Sainte Anne, Maurice Nguesso a par ailleurs, précisé que tous les présidents des onze sections de l'équipe et ceux des bureaux d'honneurs sont d'office membres du conseil d'administration.

James Golden Eloué

## BASKETBALL

## All stars remporte la Coupe Nicolàs Maduro

**All stars a remporté le 22 novembre au square De Gaulle à Brazzaville, la Coupe Nicolàs Maduro en s'imposant devant Red stars sur un score de 26 paniers à 18.**

Le tournoi a été organisé par l'Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela afin de promouvoir le basketball au Congo et de renforcer la solidarité internationale au président Nicolàs Maduro et à la révolution bolivarienne du Venezuela. La compétition était également une occasion pour renforcer les liens d'amitié avec le Congo par le biais du sport mais aussi de montrer à toute la communauté que la pratique du sport est utile pour lutter contre les diverses pathologies. L'ambassade de Ve-

nezuela s'est appuyée sur les valeurs de paix et de l'olympisme pour véhiculer un message plein d'espoir aux jeunes qui ont choisi le basketball comme sport de prédilection. « Vous rêver tous d'être des stars de demain. Les petits tournois sont pour vous une occasion de faire valoir vos talents. Appliquez-vous dès maintenant pour être les meilleurs. »

L'initiative a été saluée par les participants, lesquels ont souhaité que pour les prochaines éditions, que l'ambassade gagne le pari de la sensibilisation. « Ce sont des activités qu'il faut régulièrement organiser en mettant plus l'action sur la sensibilisation. Il y a des gens qui n'étaient pas informés d'une telle compétition. Si ce pari est

gagné, nous pouvons nous retrouver à un tournoi où il y a plus d'équipes qui s'affrontent dans une durée d'une ou deux semaines », a commenté le coach de All stars.

Quatre équipes seulement ont pris part à cette compétition qui s'est jouée en élimination directe. En match d'ouverture, Red Stars a battu Team Obey 22-7 avant que All stars ne s'impose 35-15 devant les Spuns. En finale, All stars a tiré son épingle de jeu devant un adversaire aussi coriace. « C'est un sentiment de satisfaction. Ce n'était pas facile de gagner après deux matches livrés. La finale était âprement disputée mais au finish, on l'a emportée. Nous sommes comblés de joie », a déclaré Jabin Moundossa, le coach d'All stars, une équipe qui regroupe en son sein les joueurs de RCO et des Diables noirs. Avant de remettre le trophée et les médailles aux finalistes, les organisateurs ont encouragé les joueurs à travailler d'arrache-pied pour développer leurs qualités techniques. En marge des rencontres, un concours de tirs à trois points a été organisé. Sylvère Zenema a réussi quatre essais sur 10 avant de remporter l'épreuve. Nicolàs Maduro est le successeur d'Hugo Chavez.

J.G.E.



La photo de famille